VIII — VERS UNE SOLIDARITÉ ACTIVE DES TRAVAILLEURS ANGLAIS ?

• L'extension de la grève hors des mines

Il n'y a pas de frontières vraiment tracées entre l'extension de la grève dans les mines et hors des mines. Seulement, à certains moments, des aspects particuliers de la grève prennent plus d'importance ou sont plus spectaculaires. Si la majorité des piquets allaient vers le Nottinghamshire, d'autres moins nombreux, mais qui vont devenir plus importants maintenant, allaient vers d'autres secteurs. Sans doute pour prévenir la récurrence de ce qui s'était produit en 1972 et en 1979, des discussions de principe au niveau des directions syndicales nationales des chemins de fer (NUR et ASLEF), des camionneurs et dockers (TEWU), des marins (NUS) et le NUM avaient conduit à un comité de coordination et à un ordre de blocage de tout mouvement du charbon et des produits de remplacement. Ce n'était pas que ces syndicats pensaient sérieusement à épauler solidement la grève des mineurs : ils prenaient les devants incertains de ce que deviendraient les piquets et de ce qu'ils rencontreraient. Entre la grève de 1972 et celle de 1984, il y avait deux différences :

— en 1972, la grève était totale et les piquets pouvaient immédiatement se porter hors des mines ; en 1984, les piquets devaient d'abord se porter sur les mines et faire en même temps la démonstration de leur impuissance relative.

— en 1972, la « gauche » pouvait se servir de la lutte dans sa stratégie de conquête de l'appareil et poussait la base vers les autres industries. En 1984, la « gauche » tenait l'appareil et se comportait comme tout détenteur d'un pouvoir bureaucratique. Son expérience précédente l'avait rompue à la manipulation du mouvement de base ; elle pouvait tenter de le freiner et de l'orienter vers les objectifs de l'appareil. Bien que tenant apparemment en 1984 des propos identiques à ceux de 1972, Scargill n'était plus du même côté de la barricade.

A la mi-mars, les mineurs cherchaient déjà à stopper le mouvement du charbon. C'était plus net dans des régions qui, comme le

Pays de Galles (sud) ou le Kent, étaient totalement en grève au bout de deux jours. Cela l'était beaucoup moins là où comme dans le Yorkshire les mineurs devaient s'employer à fermer les puits proches du Nottinghamshire.

- **Les centrales thermiques**

Des trains de charbon sont stoppés en Ecosse, des camions de l'aciérie de Scunthorpe, les marins de Douvres acceptent d'arrêter toute importation de charbon. Le 2 avril, les piquets sont en place devant plus de 100 centrales thermiques. Mais le 21 mars, les trois syndicats de l'électricité EETPU, GMBATU et EPEA ont donné à leurs membres l'ordre de travailler normalement et de traverser les piquets. Même si les piquets avaient réussi à stopper tout mouvement de charbon (ce qui n'était pas le cas), cela n'aurait pas d'effet immédiat. Les centrales disposaient d'énormes stocks stratégiques et pouvaient se convertir aisément au fuel. Il y aura tout au long de l'année une bataille de chiffres entre le gouvernement et le NUM par la voix de Scargill sur le nombre de jours qui séparent d'une rupture de stocks. Deux grandes centrales au charbon sont bien obligées de stopper, mais fin mai le charbon du Nottinghamshire est suffisant pour renouveler le stock des centrales toutes proches du Trent, et le charbon ne représente plus alors que le 1/4 de l'énergie utilisée dans les centrales ; cette proportion tombera plus tard à moins de 10 %.

En fait, 13 centrales dont Dizcot pendant 7 mois refuseront de manipuler du charbon «jaune». Mais elles produiront du courant avec le charbon des stocks et... le fuel. Là aussi, la hâte des directions syndicales à éviter tout conflit qui puisse renforcer la grève des mineurs peut témoigner de la crainte de voir ces actions dispersées se généraliser. Le 11 avril, après seulement quelques heures de discussion et sans en référer à leur base, les trois syndicats GMBATU, TGWU et celui des ingénieurs signent avec le CEGB (équivalent de l'EDF) un accord de salaires de 5,2 %. Après le congrès des TUC en septembre (la grève dure depuis plus de 6 mois), des discussions s'ouvrirent au niveau national entre le NUM et lesdits syndicats, en vue de bloquer le charbon «jaune» et de refuser d'utiliser plus de fuel que

d'habitude. Les bureaucraties décrétèrent que ce n'était pas nécessaire parce qu'elles ne seraient pas suivies. C'est exact qu'elles n'avaient pas à répondre à une pression de base. Mais en fait, elles se trouvaient devant le dilemme posé par la loi interdisant les grèves de solidarité : elles pouvaient aussi être suivies et se retrouver alors devant la Haute Cour pour se voir condamner à des amendes considérables. La considération de la défense du syndicat l'emportait sur un soutien à la lutte de classe ; il leur était difficile de faire autrement. La bureaucratie du NUM ne montrait pas plus d'ardeur à essayer d'établir des contacts plus suivis à la base pour tenter de reverser le courant. La première réunion du NUM avec les shop stewards des centrales du Yorkshire se tint le 16 janvier 1985, près de 11 mois après le début de la grève, alors que le charbon livré aux centrales s'élevait à 750.000 tonnes par semaine et qu'elles brûlaient plus de fuel que jamais. Trop souvent, les mineurs eux-mêmes voyaient dans les bureaucrates des barrières insurmontables qui leur rendaient impossible d'avoir des contacts directs avec les travailleurs des centrales » (déclaration d'un mineur de Bold). L'action concertée du gouvernement et des syndicats, le degré d'automatisation des centrales notamment celles fonctionnant au fuel ou les centrales atomiques, les fournitures d'électricité du continent, notamment de France, la distance entre les revendications des mineurs et celles des ouvriers des centrales, tout cela convergeait pour empêcher, sinon l'extension, du moins les répercussions sérieuses de la grève dans ce secteur. Ce refus de solidarité active, ce n'est pourtant pas aux appareils syndicaux qu'il faut l'imputer, mais à la base pour qui le combat des mineurs était étranger à leur propre lutte. Les appareils eurent peu d'efforts à faire pour prévenir des mouvements de base.

• Les transports

Pour les cheminots, les marins et les dockers, le gouvernement et les syndicats devaient par contre manœuvrer avec la plus grande prudence. Jusqu'à la fin de la grève, les marins anglais refusèrent de transporter du charbon dans et hors des ports anglais ; ils étaient couverts par le syndicat NUS (National Union of Seamen) qui ne pouvait guère faire autre chose. L'incidence de ce boycott n'était pas importante en elle-même puisque

seulement 6 % du charbon était normalement importé par mer et que des flottes étrangères pouvaient et pourront être utilisées. Mais un autre incident apparemment mineur peut confirmer que dans ce secteur, comme dans d'autres, tout pouvait dégénérer rapidement : un marin de Felixstove, travaillant pour European Ferries, avait été arrêté en même temps que deux mineurs dans le Yorkshire, lors d'un raid de police dans un village ; le jour suivant, tous les navires de European Ferries étaient en grève illimitée. Le travail ne reprit que lorsque les trois arrêtés eurent été relâchés sans aucune inculpation. Une telle grève sauvage pouvait surgir à tout moment ; ce n'était pas exactement la solidarité traditionnelle des syndicats ; c'était beaucoup plus dangereux, la solidarité directe et immédiate des travailleurs.

Le problème des ports était beaucoup plus complexe. Il y avait trois sortes de ports : 27 ports qui ne pouvaient employer que des dockers « enregistrés » (13.500), couverts par un statut spécial (National Dock Labour Scheme), le reste dont d'innombrables petits ports qui pouvaient employer n'importe qui (21.000) et enfin les appontements particuliers où travaillaient des non-dockers, salariés de la firme propriétaire de ce port privé. Les deux premières catégories étaient couvertes par le syndicat TGWU, les autres par celui de leur branche d'industrie. Les dockers enregistrés ou non refusèrent de manipuler le charbon : ce fut à l'origine de deux grèves dont nous parlerons à propos des aciéries. Mais, là aussi, aucune action ne fut entreprise contre les dockers dans le cadre légal interdisant les actions de solidarité. Le gouvernement ne voulait pas se risquer à provoquer une grève dans ce secteur vital pour la Grande-Bretagne. Par contre, les appontements privés où travaillaient des non-dockers continueront à revevoir du charbon qui sera déchargé normalement, notamment dans certaines centrales ou aciéries en bord de mer.

L'ampleur de l'action des cheminots ne sera révélée réellement qu'à la fin de la grève car à part des mouvements plus importants de défense contre des menaces de sanctions, c'était réellement l'initiative quotidienne de base principalement des conducteurs et des aiguilleurs. Un article du *Financial Times* du 27 février 1985 révéla que British Railways n'avait transporté au cours de la grève que le 1/3 du charbon qui était acheminé habituellement, 40 trains sur 300 en moyenne et qu'ils avaient dû mettre à pied

chaque jour entre 40 et 200 conducteurs qui refusaient de traverser les piquets. Là non plus aucune action légale ne sera entreprise bien que les syndicats ASLEF et NUR aient donné l'ordre de ne pas franchir les piquets. Le gouvernement craignait tellement une action des cheminots que Thatcher enverra, lors des discussions de salaires, une lettre secrète au président de British Railways lui enjoignant de traiter pour 5,4 % d'augmentation sans aucune contrepartie de productivité comme cela était l'habitude dans les années écoulées. En retour, le gouvernement sera aidé par les syndicats qui s'emploieront à limiter l'extension de conflits lorsque ceux-ci menaceront de se généraliser ; cette menace sera la réponse à la répression que B.R. essaiera à plusieurs reprises d'exercer sur les conducteurs refusant de traverser les piquets. A partir du 3 avril 84, jusqu'à la fin de la grève, le dépôt de Coalville bloqua pratiquement les trains de charbon dans tout le Leicestershire. British Rail menacera en septembre de fermer le dépôt si le boycott n'était pas levé. Le même jour, la police faisait des perquisitions de 7 des plus actifs conducteurs qui furent accusés d'avoir volé le matériel de B.R. ; ils furent immédiatement licenciés. Ils allèrent à Londres pour demander le soutien du NUR qui refusa en déclarant qu'il « ne voulait pas d'escalade ». Pourtant, sous la pression de la base et parce que les harassements contre les conducteurs et aiguilleurs continuaient, ASLEF et NUR organisèrent finalement une grève de 24 heures limitée à la région des Midlands. Ils furent bien surpris de voir que toute la région du sud débrayait aussi. D'autres incidents particuliers ont pu donner aussi la mesure de ce qu'aurait pu être la nature de la solidarité et les limites de la répression.

En avril 1984, des conducteurs qui avaient refusé de conduire des trains de charbon près de Liverpool furent mis à pied ; aussitôt, les dépôts et aiguillages débrayèrent, arrêtant tout le trafic dans la région. Le 7 juin, à Londres, lors d'une manifestation de mineurs devant le Parlement, un délégué d'ASLEF fut matraqué par les flics : tous les cheminots de la gare de Charing Cross, proche des lieux où s'affrontaient manifestants et police, débrayèrent en protestation.

Par contre, au dépôt de Shirebrook qui commandait les grandes centrales de la vallée du Trent approvisionnées par les puits du Notts, 75 membres du NUR refusèrent d'obéir à l'ordre

de boycott de leur centrale. Il en fut de même pour les chauffeurs de camions. La stratégie anti-grève comportait le recrutement de chauffeurs indépendants et l'utilisation de petites firmes employant des non-syndiqués. Avec les ponts d'or payés par British Steel, il se trouva beaucoup de patrons et de chauffeurs dans les grands convois superprotégés qui assurèrent les transports vitaux pour les centrales et les aciéries. Une bonne partie des chauffeurs qui conduisaient ces convois étaient membres du TGWU. Ce syndicat n'eut pas de problèmes bien qu'il eut donné l'ordre théorique de ne pas franchir les piquets. Les chauffeurs, qui, en 1979, avaient contribué à la chute du gouvernement travailliste de Callagham et avaient porté à une grande échelle et une grande efficacité la tactique des piquets volants, contribuaient cette fois à l'affermissement du gouvernement conservateur en franchissant les piquets volants des mineurs. Sans doute, ils subissaient aussi la pression économique des menaces de licenciement et celle de la police. Non seulement il était interdit aux piquets de discuter avec eux, mais ceux qui étaient tentés de s'arrêter étaient menacés d'être poursuivis pour obstruction de la voie publique s'ils ne repartaient pas immédiatement. Dans la majorité des cas, ils suivaient ce qu'ils pensaient être leur intérêt. Ils ne voyaient pas non plus l'intérêt d'une lutte à ce moment : la lutte de classe comporte toujours de telles contradictions et de tels conflits d'intérêts qui sont la conséquence des contradictions du capital lui-même.

• Les aciéries au cœur de l'extension de la grève

De telles contradictions vont apparaître beaucoup plus claires encore avec les conséquences de la grève des mineurs pour les aciéries. Parmi les industries utilisatrices, c'était un secteur clé : elles ne pouvaient se passer de charbon et n'avaient guère de stocks ; elles étaient tributaires des transports pour le minerai comme pour le charbon, mais de manières différentes. Un arrêt des aciéries aurait des conséquences immédiates pour l'industrie, notamment pour l'industrie automobile. Comme dans toute la sidérugie de l'Europe de l'Ouest, les aciéries britanniques venaient de subir des coupes sombres ; au cours des années passées, plus de la moitié des ouvriers avait été licenciée et d'autres fermetures étaient annoncées. Inutile de dire que cette

situation va être un élément de chantage et de division pour les sidérurgistes : la lutte des mineurs est une lutte semblable à celle qu'ils ont perdue récemment et qui est plus du passé que du présent.

La Grande-Bretagne ne compte plus que 5 grandes aciéries faisant partie de l'entreprise nationale British Steel Corporation (BSC) : Port Talbot et Llanvern dans le Pays de Galles, Scunthorpe et Teeside dans le Nord-Est et Ravenscraig en Ecosse. Chacune d'elles est approvisionnée en charbon par les régions minières proches, mais est tributaire de ports pour le minerai : Port Talbot et Teeside ont leurs propres installations de déchargement, étant au bord de la mer ; Llanvern est ravitaillée par chemin de fer depuis Port Talbot distant de 50 miles (85 km), Scunthorpe par le port d'Immingham sur la Humber et Ravenscraig par le port d'Hunterston, proche de Glasgow. La grève des mineurs touchait toutes les aciéries mais alors que Port Talbot et Teeside pouvaient se ravitailler par mer puiqu'elles n'utilisaient pas de dockers, les autres aciéries étaient tributaires des transports donc vulnérables. Llanvern dépendait des cheminots et, à défaut, des chauffeurs de camions. Scunthorpe et Ravenscraig dépendaient d'abord des dockers qui travaillaient dans les ports couverts par le NDLS d'Immingham et d'Hunterston, des cheminots ou des chauffeurs ensuite.

Au début de la grève, l'arrêt des livraisons de charbon et de coke réduisait la production d'acier ; dès le 26 mars, Scunthorpe, approvisionnée normalement par le Yorkshire doit, à cause de l'efficacité des piquets et de l'action des cheminots, réduire sa production de moitié ; Port Talbot et Llanvern ne reçoivent plus rien des mines du Pays de Galles ; les utilisateurs d'acier commencent à se plaindre des délais importants de livraison. Dans certaines aciéries, une partie de la base serait prête à se joindre au mouvement pour ses revendications propres. Les leaders des régions minières d'Ecosse, du Yorkshire et du Pays de Galles choisissent pourtant de laisser fonctionner les aciéries. Au niveau national, les leaders de la « Triple Alliance » (entre les syndicats des mineurs, de l'acier et des chemins de fer) essaient de préparer le contrôle du mouvement qu'ils pensent voir se dessiner, en se mettant d'accord, le 29 mars, pour bloquer tout mouvement de charbon. Ce sont des débats de pure forme. Deux jours plus tard,

le syndicat de la sidérurgie ISTC recherche des alliances au niveau local pour assurer un minimum de fonctionnement dans les aciéries. Les piquets de mineurs se pressent bien aux portes des aciéries, mais comme les ouvriers traversent les piquets qui ne sont d'ailleurs pas là pour eux mais pour le charbon, c'est sur le transport du charbon que va se concentrer l'expansion de la grève : chemin de fer, routes et ports. Tout de suite, les bureaucraties régionales passent des accords locaux sous l'égide des TUC régionaux. Williams, président NUM du sud du Pays de Galles lève les piquets de Llanvern et Port Talbot et signe un accord qui autorise quatre trains de charbon par jour pour que Llanvern puisse produire à 6 % de sa capacité. (« Nous ne voulons pas que Llanvern ferme et nous ferons tout pour que suffisamment de charbon soit acheminé » déclarera un leader NUM du sud du Pays de Galles).

Mac Gahey, président du NUM d'Ecosse signe le 6 avril un accord pour l'importation de charbon vers Ravenscraig, et le 10 avril, Jack Taylor, président du NUM Yorkshire promet d'approvisionner Scunthorpe. Pour brouiller les cartes ces « dérogations » sont présentées soit comme une protection contre l'auto-destruction des hauts-fourneaux, soit comme une garantie pour les aciéries menacées de fermeture, etc. Alors qu'en 1972 ou lors de la grève de la sidérurgie en 1981, les haut-fourneaux avaient été complètement arrêtés, détruits et avaient dû être reconstruits ; cette fois les syndicats NUM et ceux des transports prétendent qu'ils doivent céder à la pression des patrons de BSC et du syndicat ISTC qui effectivement défend les positions du management. En réalité, leurs positions est contenue dans la réponse du NUR aux cheminots : « Pas d'escalade ». Face à la détermination du gouvernement, de la BSC, les syndicats de l'acier ne veulent pas, eux non plus, risquer le couperet des lois sociales qui les briserait ; ce n'est là pourtant qu'un des aspects de leur position actuelle dans le capital qui les pousse à devenir de simples agents de l'exécution des « intérêts de l'entreprise ».

Rien ne peut mieux résumer la situation que les déclarations de Mac Gahey, membre du PC et président du NUM d'Ecosse et de Clive Lewis leader de l'ISTC d'Ecosse lors de la signature le 6 avril de l'accord qui assurait l'approvisionnement de Ravencraig (reprises par le *Morning Star* du 7/4/84 : « Je dois souligner

l'unité totale entre nous... Nous soutenons les ouvriers de l'acier dans la préservation de Ravenscraig dans l'intérêt du futur économique de l'Ecosse » (Mac Gahey). Lewis, pour sa part se « félicite sans réserve de l'accord intervenu ».

Mais la pression de la base pour l'extension de la grève va les placer dans des positions très difficiles. On peut se douter de la colère des mineurs qui se voient ainsi privés d'un des moyens de pression les plus importants. Ils se déchaînent lorsqu'ils aperçoivent que les accords ne sont qu'une couverture pour que les aciéries fonctionnent à pleine capacité. Fin avril les piquets de Hunterston surpris de voir les deux trains quotidiens tirés par deux locomotives comptent les wagons : il y en a 8 de plus que normalement. Au lieu des 900 tonnes de charbon prévues quotidiennement, Ravenscraig en reçoit ainsi 4000 tonnes. La révolte éclate au grand jour ; elle coïncide avec le sentiment que rien de plus ne peut être fait dans le Nottinghamshire et que la grève doit s'étendre plus forte ailleurs. Les mineurs du Pays de Galles ferment l'usine à coke de Nant Garw qui approvisionne Llanvern mais le NUM remet les choses en place ; une situation confuse s'installe dont le résultat est que Llanvern voit ses stocks s'amenuiser et doit réduire sa production de 20% (Llanvern est importante parce qu'elle approvisionne l'industrie automobile des Midlands). Le 27 avril, les dirigeants d'Ecosse du NUM doivent réduire la dérogation à un seul train pour Ravenscraig. BSC réagit en organisant des convois de camions entre Hunterston et Ravenscraig. Les piquets d'Ecosse se concentrent sur ces convois que 1000 mineurs essaient de stopper le 7 mai. L'Ecosse connaît à son tour le même enchaînement de la répression policière et de la violence de classe. Devant le développement de la situation, la « Triple Alliance » d'Ecosse annonce le 11 mai un nouvel accord pour laisser entrer à Ravenscraig 18.000 tonnes de coke par semaine. Ironie de l'Histoire : la Triple Alliance présentée plus d'un demi siècle auparavant comme un outil « révolutionnaire » devenait un outil de préservation du capital contre les ouvriers en grève. Qui pouvait encore croire à la fiction syndicale de 1926 ?

• L'étrange bataille d'Orgreave

A partir de là, les événements vont se précipiter. Le 21 mai, la mauvaise qualité du charbon utilisé a provoqué une explosion dans un des hauts-fourneaux de Scunthorpe. le même jour des tractations commencent entre le NUM et le Yorkshire, le porte parole Labour pour l'énergie et la BSC en vue de la livraison de 5000 tonnes de coke par semaine prises dans les stocks de l'usine à coke d'Orgreave près de Rotherham. Le 22 mai un piquet de plusieurs centaines de mineurs bloquent l'entrée de l'aciérie : ils sont aussitôt désavoués par le NUM du Yorkshire. Le mercredi 23 mai, malgré les pourparlers en cours, les premiers camions quittent Orgreave pour Scunthorpe. Tout d'abord le NUM du Yorkshire ne réagit pas puisqu'il est confiant que les pourparlers vont aboutir : les leaders ont été prévenus la veille par des canaux syndicaux. Il n'y a que 25 piquets aux portes du dépôt ; mais ils lapident les camions ; ceux-ci portent des protections et ils passent. Malgré cette situation, la majorité des piquets continuent à être orientée vers les puits du Nottinghamshire où ils s'épuisent quotidiennement. Lorsque la nouvelle se répand que des convois quittent Orgreave, des piquets sauvages commencent à se déplacer sur Orgreave, de plus en plus nombreux chaque jour (400 le 24, plus, les jours suivants), plaçant la direction NUM du Yorkshire dans une position impossible. Scunthorpe, en cette fin de semaine menace de réduire considérablement sa production et d'opérer des mises à pied pour chômage technique.

Cette temporisation accrue du NUM coïncide avec une tentative sérieuse de règlement du conflit. Apparemment, c'est le gouvernement qui torpilla un résultat près d'être atteint sans qu'une explication claire émerge. Les décisions politiques ne sont jamais que la résultante dialectique des forces économiques et sociales en présence. A ce moment, la force des mineurs était intacte et il était difficile au NUM de passer un accord qu'il n'aurait pu présenter comme une «victoire», ce que le gouvernement ne pouvait admettre. Après cette rupture, le NUM ne peut rester indifférent : l'action de base risque d'exploser dans les trois grandes régions de la grève, Pays de Galles, Ecosse, Yorkshire, et d'échapper totalement à son contrôle ; sa crédibilité vis-à-vis des autres syndicats et du patronat dépend de sa capacité de faire respecter par sa base les accords qu'il a pris en syndicat

« responsable ». Pour sortir de cette situation, une sorte de division du travail s'instaure entre la direction nationale et les directions régionales notamment du Yorkshire. Scargill va engager son nom attaché au souvenir de Saltley en « organisant » une bataille autour d'Orgreave, tout en sachant qu'avec la leçon du Nottinghamshire, elle ne peut être gagnée. Si pourtant, par hasard, elle l'était, cela servirait à donner une position de force au NUM à la table des négociations. Scargill ne s'est jamais opposé aux accords de dérogations pour les aciéries. Lui aussi il les considère, s'ils sont « respectés », comme une preuve de la force du syndicat. Peu importe finalement où le syndicat mène ses « troupes » : à la boucherie ou à l'inaction, l'important est qu'il démontre que les généraux ont la discipline en main. Les mineurs vont donc être menés par « leur » général qui va même essuyer le feu pour « être avec ses hommes » ; il sait très bien que ses pairs de l'autre côté de la barricade ne le traiteront pas comme un mineur du rang. Parallèlement, la direction NUM du Yorkshire jouera le rôle politique en continuant les pourparlers avec les syndicats de l'acier et usera de tout son pouvoir de bureaucratie locale pour que cette bataille nécessaire reste dans les limites assignées.

Cette stratégie du NUM apparaît d'autant plus vraisemblable que le 28 mai, alors que 1200 piquets poirotent pour rien à Orgreave, un cargo polonais décharge sans problème à Flixborough 6000 tonnes de charbon pour Scunthorpe. Pour le NCB et la police, Orgreave est une diversion et le NUM accepte de jouer ce jeu parce qu'Orgreave lui paraît un meilleur site pour une victoire symbolique.

Le lundi 28 mai, les piquets du Yorkshire étaient envoyés à Orgreave ; ils étaient 2 à 3000 et submergèrent la police qui n'avait pas prévu une telle offensive. Le lendemain 29 mai, mineurs et police étaient en force, peut-être 5000 mineurs, mais autant de flics. Les affrontements furent d'une extrême violence et se poursuivirent toute la journée, mais les convois pour Scunthorpe passèrent. Tous les moyens que la police avait à sa disposition furent utilisés : grenades, chevaux, chiens, etc. Il y eut 83 arrestations et on ne sait combien de blessés. Tout risquait de s'amplifier. Alors que Scargill proclamait le même soir que « tous les mineurs et que tout le mouvement des Trade Unions doivent se rendre par milliers à Orgreave », le centre de grève du

Yorkshire donnait pour instructions, le mercredi 30 très tôt, d'envoyer de nouveau les piquets, non pas à Orgreave mais dans les puits du Nottinghamshire. Scargill apparemment n'y pouvait rien parce que chaque région minière avait sa propre autonomie, ce qu'il reconnut lorsqu'il déclara : « Malheureusement, je n'ai pas les rênes. » Cela, il le savait bien auparavant. Ce matin-là, il n'y avait que quelques centaines de piquets à Orgreave venus de diverses régions ; les affrontements continuaient mais comme la police était en nombre bien supérieur, d'autres armes apparurent dans les piquets : barricades, coktails Molotov... Le jeudi et le vendredi 1 juin, les piquets défiaient de nouveau les ordres du NUM du Yorkshire et étaient plus de 1500 à tenter l'impossible, trop peu nombreux pour réussir et pas du tout comme les auteurs de *The Great Strike* l'affirment, parce qu'ils étaient « sans direction ».

Pour le gouvernement, le NCB et le BSC, la preuve était faite que le charbon pouvait passer ; il savait aussi qu'il pouvait compter dans sa stratégie d'isolement des mineurs, sur l'aide, objective ou pas, de la bureaucratie syndicale qui, par des manœuvres, éloignait le spectre d'une extension du conflit et d'une grave crise sociale dont elle ne voulait pas. On sut plus tard qu'en mai, la production d'acier avait seulement diminué de 7 %. Dès le 29 mai, Scunthorpe utilisait non seulement du coke d'Orgreave mais aussi le charbon polonais débarqué à Flixborough qu'un piquet de 10 mineurs avait essayé vainement de bloquer.

Devant Orgreave, la situation revenait peu à peu à ce qu'elle était fin mai, avec des piquets chaque jour plus nombreux, d'autant plus agressifs que le gouvernement paraissait triompher. Cette poussée nouvelle de la base faisait échouer les pourparlers sur de nouvelles dérogations. Jack Taylor sera contraint d'affirmer qu'il n'y aura plus de « meetings secrets, de traitrises, ni d'accords secrets » ; Emlyn Williams, quant à lui, se sent moins menacé par sa base pour déclarer péremptoirement : « Je dirige le Pays de Galles et personne d'autre », et il rétablit les livraisons de charbon à Port-Talbot et Llanvern.

Pourtant, le 14 juin, le comité exécutif national du NUM doit annuler toutes les dispenses accordées dans la sidérurgie. La rupture des pourparlers et les batailles autour d'Orgreave

transformaient la situation; les affrontement devenaient de véritables émeutes avec des caractéristiques proches de celles de l'été 1981. Il fallait faire de nouveau la démonstration que tout pouvait être repris en mains. De nouveau, les piquets du Yorkshire furent mobilisés comme fin mai par le NUM et lancés — plus de 5000 — sur Orgreave le 18 juin 84. Il y avait encore au moins autant de flics à les attendre. Mais cette fois, tout faillit tourner différemment. Une partie des mineurs, non satisfaits des batailles frontales perdues régulièrement devant les portes du dépôt, envahit l'usine à coke par une voie non prévue. Mais ils furent laissés à eux-mêmes et finalement expulsés. Leur action sauvage pouvait marquer le début d'une tactique de base qui pointait aussi dans d'autres régions : l'occupation des sites. Dans le Kent, au même moment, plusieurs centaines de mineurs avaient occupé spontanément les puits de Betteshanger et Tilmanston. Les responsables locaux du Kent NUM les en firent partir; ils ne furent d'ailleurs pas récompensés pour ce fait d'arme : ils furent tous licenciés par le NCB. Plus de 400 mineurs avaient essayé d'occuper le puits de Shirebrook dans le Derbyshire pour empêcher la reprise de quelques mineurs. Ils furent expulsés par la police parce que leur action restait isolée. Pourtant, le fait que cette forme d'action ait surgi en des points différents sans concertation montrait que ce n'était pas un cas isolé mais une réponse cohérente de la base à l'impasse dans laquelle la lutte se trouvait à cause des manœuvres dans laquelle on l'enfermait régulièrement. On retrouvera une autre tentative de ce genre dans le Pays de Galles plus tard à Port Talbot. Ces tentatives rejoignent d'autres faits dispersés touchant l'occupation des propriétés du NBC voire du NUM, notamment pour les cuisines. Mais tout cela ne se concrétisera pas dans une tactique générale de la base. Les bureaucrates du NUM tirèrent tout de suite la leçon. Ce n'était plus le nombre ou la violence qui risquaient d'échapper aux dirigeants du NUM, cette fois, mais toute la grève elle même et le contrôle qu'ils exerçaient encore sur elle. Dès le lendemain, le mardi 19 juin, les piquets étaient envoyés de nouveau dans le Nottinghamshire. Il n'y eut plus, vers l'extérieur, de piquets de masse, après le 18 juin, pas plus à Orgreave qu'ailleurs. Les chefs syndicaux se rendaient compte que ces tactiques, loin d'émousser la violence et l'initiative, risquaient par leur mobilisation et leur concentration sur un site, de tout faire basculer dans des situations plus complexes et plus

incontrolables que celles qu'on voulait éliminer en les organisant. Ce n'était pas tant la situation d'émeute qu'ils craignaient, c'était la nouvelle dimension sociale de la grève. Ils cherchaient des actions précises et spectaculaires comme moyen de pression dans leur jeu politique. Ils avaient non seulement une sorte de guerre civile, mais les premièrs signes d'un mouvement social de grande ampleur ; ils n'en voulaient absolument pas.

On trouvera des jugements contradictoires sur Orgreave mais qui tous se placent du point de vue de stratèges jugeant une bataille militaire. Michaël Crick dans son livre *Scargill et les mineurs*, écrira : « Les mineurs échouèrent à Orgreave parce qu'ils étaient désorganisés et manquaient beaucoup de la discipline que Scargill avait impulsé à Saltley. Les piquets n'avaient pas de chef réel et ils manquaient du nombre qui avait été fournit à Saltley par le reste des ouvriers de Birmingham. Le mouvement du TUC était beaucoup plus démoralisé qu'il ne l'était douze ans auparavant. ».

Une autre version voit dans Orgreave le « Waterloo des mineurs » qui fut l'occasion d'une démonstration des capacités et des techniques de contrôle de la police et dont l'effet de démoralisation réside dans la preuve, fournie alors, que les convois de camions passeraient toujours. Les critiques de l'extrême gauche oscilleront de même dans l'apologie d'une organisation militaire des piquets attribués à Scargill, lequel aurait « donné un aperçu de comment la grève pouvait être gagnée », mais qui fut trahi par la bureaucratie régionale du NUM (*The Great Strike*). La réalité de la lutte de classe est ailleurs. Elle ne se déroule jamais sur le même terrain avec les mêmes armes que l'adversaire de classe. Lorsqu'elle surgit avec le nombre et ses modes propres d'action, elle est incontrôlable. C'est la raison pour laquelle les organisations ouvrières, TUC et Labour ne voulaient absolument pas tenter une mobilisation des travailleurs parce qu'ils savaient que l'élan présent de la lutte risquerait d'avoir des conséquences sociales et politiques dont ils ne voulaient pas : ils savaient qu'elle les balaierait en même temps. C'est en cela que réside, malgré les contradictions et affrontements au sein de l'appareil, l'unité réelle de la répression contre l'action du prolétariat.

Dans le Pays de Galles à Llanvern et en Ecosse à Ravenscraig, les choses se déroulaient à peu près dans les mêmes termes qu'à

Scunthorpe. Le 18 juin, la Triple Alliance d'Ecosse décidait sous la pression de la base de stopper totalement tous les approvisionnements de Ravenscraig. Forte de l'exemple d'Orgreave, BSC reprend ses convois. Dans le Pays de Galles (Sud), le NUM garantit le 12 juin que 12 trains de charbon par semaine seront acheminés vers Llanvern ; ce sont les cheminots qui arrêtent les trains ; là aussi des convois de camions sont organisés depuis Port Talbot. Les discussions entre le NUM et ISTC sont rompues le 29 juin alors que même les trains de minerai sont stoppés. BSC doit donc organiser partout des convois routiers, de Hunterston à Ravenscraig, d'Immingham à Scunthorpe et de Port Talbot à Llanvern. Le 3 juillet le premier convoi de 100 camions quitte Port Talbot pour se lancer à toute vitesse sur l'autoroute qui relie les deux aciéries, fermée pour la circonstance.

Les leaders régionaux du NUM ne veulent plus organiser de piquets de masse et lorsque la pression de base les y oblige, ils s'arrangent toujours pour en saboter l'organisation de sorte qu'ils ne présentent pas de risques. C'est pourquoi, la plupart des convois ne trouveront sur leur route que des piquets symboliques qu'ils franchiront car le TGWU nationalement et localement garde une position très ambigüe par rapport à une extension de la lutte dans ce secteur. Les liaisons des syndicats avec l'appareil du capital étaient encore plus fortes au plan local qu'au niveau national. Dans les régions, les syndicats participent d'une manière ou d'une autre, soit en tant qu'organisation, soit par leurs membres, soit par le canal du Labour aux économies locales et ce réseau d'intérêt s'oppose encore plus à l'extension de la lutte. Ils ont ainsi un tas de bonnes raisons pour ne pas s'aventurer sur le terrain d'une extension d'un conflit qui peut se déplacer vite et dangereusement dans une bataille de classe.

La pression de base se transforme. L'inefficacité des piquets de masse tels qu'ils sont sabotés par les syndicats, l'organisation des convois que les piquets symboliques pas plus que les piquets de masse n'empêchent de rouler, l'échec des embryons d'occupation vont dicter une autre tactique, celle des commandos de petits groupes de mineurs qui se connaissent et qui sont maîtres de ce qu'ils font. Ils existaient déjà certainement dans les piquets de masse, mais leur action était noyée dans le nombre. Cette fois, ils vont apparaître au grand jour et transformer l'orientation de la

lutte. Ils vont grossir pour oser aussi des actions importantes comme cette embuscade tendue aux convois sur l'autoroute Port Talbot-Llanver le 5 juillet 1984. Les camions sont bombardés du haut des ponts avec toutes sortes de projectiles. D'autres actions vont suivre qui impliquent à la fois une autre organisation de base, d'autres objectifs et d'autres méthodes dont le sabotage. Ce ne sera d'ailleurs qu'une partie d'un mouvement plus général répondant aux changements dans la pression, à l'immobilisation du syndicat par les contraintes légales et aux orientations politiques qui s'étaleront d'autant plus que la grève dure. Le mouvement essaiera de reconstruire ses moyens de survie indépendamment des appareils. Raison de plus pour le gouvernement comme pour le syndicat de ne pas mettre un terme à la grève à ce moment : il s'agit plus que jamais de briser un mouvement incontrôlé.

- **Les ports entrent dans la grève... et en sortent.**

Les dockers enregistrés des ports couverts par le NDLS tout comme ceux des autres ports boycottaient le charbon. Les grands cargos charbonniers ne pouvaient aborder que sur les appontements des ports privés comme Port Talbot ou ceux de quelques centrales. Ils ne pouvaient atteindre la multitude de petits ports difficiles à surveiller tous et où s'achemina toute une armada de petits cargos ; en raison des moyens de manutention de fortune, le déchargement prenait de longs délais ; même avec l'organisation que permit la longueur de la grève, cette entrée de charbon n'alimenta finalement que la consommation domestique et ne joua pas un rôle essentiel dans la répression de la grève. Eussent-ils voulu ou pu développer partout des piquets, on peut se demander si les mineurs n'auraient pas été également impuissants devant les convois de camions. Mais cette généralisation des piquets et des conflits aurait pu donner une autre dimension à la grève.

Par contre les dockers des ports comme Hunterston et Immingham devaient travailler pour alimenter les aciéries en minerai et en charbon en vertu des dérogations conclues par « leur » syndicat. Ils se trouvaient dans une position difficile. Ils étaient pris entre plusieurs feux : les ordres qu'ils devaient

exécuter puisque le syndicat était leur co-employeur, les piquets des mineurs qui s'opposaient aux décisions du NUM, le refus des cheminots de manœuvrer les trains et les convois de camions qui s'y substituaient avec des chauffeurs appartenant à « leur » syndicat TGWU. Ils étaient pris aussi dans les atermoiements des bureaucraties locales qui, selon les pressions des mineurs changaient constamment de position, tantôt autorisant, tantôt bloquant. Le 16 mai des ouvriers de l'aciérie de Ravenscraig sont utilisés à Hunterston au déchargement d'un cargo charbonnier norvégien ; les dockers ont refusé de s'en charger parce qu'il avait déjà été boycotté par d'autres ports ; les 3 500 dockers d'Ecosse se mettent aussitôt en grève pour la protection de leur travail. La grève cesse le 17 sur intervention du TGWU qui passe un accord avec les autorités du port : personne ne prendra le travail des dockers... sauf circonstances exceptionnelles.

Il était évident que le conflit rebondirait. Le 3 juillet, au port d'Immingham, les conducteurs de trains de minerai destinés à Scunthorpe refusent de traverser le piquet de mineurs. BSC essaie immédiatement les convois de camions. Comme toujours la situation est un vrai imbriglio car le NUM, en pourparlers, tergiverse, le TGWU attend pour voir et la BSC ne voudrait pas déclencher d'affrontements qui se retourneraient contre elle. Encore une fois, c'est le mouvement de base qui fait irruption. Les dockers soutiennent les conducteurs et débrayent le 9 juillet. Cette grève risque de s'étendre à d'autres ports, de bloquer minerai et charbon et de provoquer le mouvement « sauvage » si redouté. C'est d'autant plus mal venu que le NUM est engagés dans des pourparlers avec le NCB et qu'on parle de « réels progrès ». Le 10 juillet, les 700 dockers enregistrés de la Humber sont en grève. Le TGWU n'attend pas plus longtemps et lance un mot d'ordre de grève générale illimitée aux 35 000 dockers anglais enregistrés ou pas. Pour se couvrir, le TGWU parle d'infraction au NDLS mais cela ne concerne que les dockers enregistrés ; pour les autres, il est bien évident qu'il s'agit d'une grève de solidarité avec les mineurs. La tactique du TGWU est de noyer une grève sauvage dont on ne pouvait prévoir la forme et l'étendue dans une grève beaucoup moins homogène contrôlée nationalement dont on espère bien qu'elle échouera et ramènera tout le monde dans l'ordre. En même temps les syndicats recherchent des accords locaux pour éviter le retour de tels mouvements de base. A la

surprise générale, la grève est totale y compris dans les ports non couverts par la NDLS : c'est la première grève générale de ce genre. L'opportunité est grande de tenter d'utiliser ce mouvement pour revendiquer un statut unique des dockers qui détruirait une division et une compétition préjudiciables aux deux catégories de dockers. C'est une question centrale que le TGWU et le Labour évoquent de temps à autre... quand il n'y a pas de conflit ouvert. Mais comme pour toutes les autres luttes, ils ne veulent pas d'un conflit prolongé qui a coup sûr amènerait la crise politique tant redoutée ; le gouvernement Thatcher, pour la première fois montre ouvertement des signes d'inquiétude et parle de décréter l'état d'urgence : il est bien évident que si elle dure, la grève des dockers aura des conséquences immédiates sur l'ensemble de l'économie ; de plus, s'il faut se battre sur plusieurs fronts, ce que le gouvernement a éludé jusqu'alors avec l'aide des syndicats, la situation dans les mines risque aussi de se transformer rapidement. Dès le 14 juillet, TGWU et BSC concluent un accord local pour Immingham. La grève ne s'en poursuit pas moins. Mais elle cesse le 19 juillet à Douvres lorsque la police relâche les camions étrangers jusqu'alors bloqués sur l'autoroute de Londres en dehors de Douvres. Les routiers s'empressent de faire le siège du port menaçant de tout y casser si la grève n'est pas levée. Il semble que ce soient les routiers français qui furent en tête de cette action contre la grève. C'est le responsable régional TGWU qui prit la décision d'autoriser l'embarquement des camions après un coup de fil à la direction TGWU de Londres. Pourtant, une autre option était offerte aux dockers : se retirer du port de Douvres et laisser les routiers se débrouiller avec la police. Mais c'était une situation dont aucun des dirigeants ne voulait.

La grève des dockers cesse le lendemain 20 juillet partout ailleurs, lorsque le TGWU donne l'ordre de reprise en annonçant qu'il a obtenu que le NDLS serait respecté partout. C'est la fin de tout mouvement d'ensemble dans les docks, il n'y en aura pas d'autre avec cette cohérence et cette unité. A l'annonce de la fin de la grève, Thatcher, visiblement soulagée déclarera : « Arthur Scargill doît maintenant se demander vers qui il peut se tourner ». C'était prêter beaucoup à Scargill quant au déclenchement de la grève et effectivement beaucoup aux autres syndicats qui l'avaient sauvée d'une crise grave tout en isolant les mineurs.

Début août, un cargo de 95 000 tonnes de coke est bloqué à Hunterston parce que les quotas autorisés ont déjà été acheminés vers Ravenscraig. Des discussions s'engagent entre BSC et TGWU pour savoir comment il sera déchargé. Pendant ces discussions, BSC fait manœuvrer le navire et en commence le déchargement avec des ouvriers BSC. Les remorqueurs et les dockers débraient, suivis aussitôt des 3 500 dockers écossais, puis les dockers de 26 grands ports couverts par le NDLS. Le 31 août, le TGWU doit de nouveau, comme en juillet et pour les mêmes raisons, lancer un mot d'ordre de grève nationale dans tous les ports. En apparence, la situation de juillet se reproduit ; mais ce n'est pas pour rien que la grève de juillet a été brisée ; les ports non couverts par la NDLS n'entrent pas dans la grève.

Entre temps, les patrons de ces ports ne sont pas restés inactifs : les dockers du plus important de ces ports, Felixstowe, se sont vu accorder, suite à un accord avec le TGWU, une partie des garanties dont bénéficient encore les dockers enregistrés. On ne saurait mieux accentuer les divisions. Mais même les dockers enregistrés ne veulent pas de cette grève syndicale qui ne mène à rien : les dockers d'Immingham qui avaient commencé la grève de juillet n'entreront dans cette grève qu'au bout de quelques jours et avec beaucoup de réticence. Ces divisions et la désillusion devant les manœuvres syndicales permettent même le développement de mouvements anti-grève sous la même forme prise par la résistance des mineurs du Nottinghamshire aux ordres du NUM. Le 18 septembre, le TGWU lance un ordre de reprise sur la base d'un nouvel accord local conclu pour Ravenscraig qui garantit à BSC 22.500 tonnes de charbon par semaine et de nouveau le droit d'utiliser éventuellement la main-d'œuvre non syndiquée, ce que BSC demandaient précisément avant la grève.

C'est à la même époque que les mineurs tentent l'occupation d'un port privé. Le 30 août, les mineurs du Pays de Galles bloquent l'entrée du port de Newport en y jetant un pont transporteur et 103 mineurs occupent les grues de la BSC à Port Talbot par où entre le charbon étranger et le minerai. Ils finissent par en être délogés par la police, arrêtés et poursuivis. L'action est revendiquée par la bureaucratie régionale. Elle restera sans lendemain parce que ponctuelle et voulue comme telle alors que des milliers de mineurs sont « disponibles » chaque jour selon les propres termes de cette même bureaucratie.

IX — UNE BATAILLE DE CLASSE : LA GUERRE CIVILE DANS LES VILLAGES MINIERS.

• Un tournant dans la grève : le replis sur les puits. Un exemple : Shirebrook.

Tous ceux qui ont écrit sur la « bataille d'Orgreave » en parlent comme le tournant à partir duquel va commencer la lente érosion de la grève. Ce n'est pas précisément Orgreave qui marque un tournant dans la répression. Tout comme les mineurs, le gouvernement et le NCB s'installent dans la grève.

Ceux-ci pensent que les méthodes qui ont été utilisées dans le Nottinghamshire pour empêcher l'extension de la lutte peuvent l'être partout ailleurs pour briser la grève. Ce que les dirigeants savent aussi, c'est que le TUC et les grands syndicats, y compris le NUM, feront leur office chaque fois que le conflit de classe quittera le terrain local pour passer sur un terrain plus général.

L'isolement de la grève étant assuré, on peut miser sur son pourrissement et cela change le terrain de lutte. Le premier acte de cette nouvelle orientation fut la lettre envoyée fin juin par Mac Gregor à chaque mineur accompagné bien sûr d'une énorme campagne des media. Cela, c'était le côté spectaculaire. D'autres mesures plus discrètes mais combien plus efficaces se mettaient en place peu à peu : du côté du NBC et du côté de la police, les deux se conjuguant parfaitement. Le meilleur exemple est donné par ce qu'imagine le directeur régional pour le Nord Derbyshire, Ken Moses.

Le choix de cette région n'était pas un hasard. C'était un des maillons les plus faibles de la solidarité : il y avait peu de « cuisines » (restaurants auto-organisés), les colis de grève étaient maigres et rares, peu de liaisons directes par jumelage avec des groupes de solidarité : tout était laissé à l'organisation centrale du NUM à Chesterfield. A Shirebrook, là où il aurait fallu 600 colis, 90 étaient distribués chaque semaine. Ce n'est donc pas non plus par hasard que Shirebrook est choisi comme puits cobaye ; il est

tout proche aussi du Nottinghamshire. A Shirebrook, 1920 mineurs sont en grève après avoir voté à 1049 contre 587 pour la grève. Voici comment le *Financial Times* (14/11/84) décrit l'offensive de Moses :

« Du début de la grève, la direction a reporté sur une carte de la région les noms, adresses, numéros de téléphone de chaque mineur et leur attitude au travail (200 épingles rouges). L'action fut concentrée d'abord sur les mineurs qui vivaient hors des villages miniers. La direction dressa aussi une liste de ceux qui étaient supposés hostiles à la grève, de ceux qui travaillaient habituellement en heures supplémentaires et étaient supposés avoir des difficultés financières. Une campagne systématique de coups de téléphone et de visites domiciliaires commença alors. ».

A la fin de juillet, 100 mineurs de Shirebrook avaient succombé à la « persuasion ». Voici comment des journalistes du *Sunday Time* décrivent dans leur livre « Strike » ce que fut la réaction des grévistes : « Deux d'entre eux... vivent dans une rue de Shirebrook qui fut rapidement baptisée "la rue des jaunes". les fenêtres de leurs maisons sont constamment brisées. Ils doivent se faire protéger contre un siège permanent où on leur jette des briques, des bouteilles de lait, des poubelles, des bombes à l'eau de javel, des engins incendiaires... Tout aussi régulièrement des escouades de flics "nettoyaient" le village sans faire le détail entre les assaillants et les passants. Les cars de flics étaient régulièrement attaqués et le poste de police lapidé ; un flic commentera : "C'est Belfast en Angleterre" »

Il n'était pas important que seulement un ou deux puits soient persuadés de retourner et qui ils représentaient. L'important était que la police puisse trouver une raison pour venir en masse dans les villages miniers pour « protéger la liberté du travail » c'est-à-dire commencer l'intimidation et la répression des communautés minières. Et ce fut finalement payant à mesure que le moral des mineurs s'érodait. Les reprises sont insignifiantes mais elles ne peuvent être ignorées : 518 le 6 août, 810 en septembre, 963 en octobre, 1242 début novembre rien que pour cette région comportant un total de 10.000 mineurs. En même temps, les groupements de mineurs au travail du Nottinghamshire avaient commencé leur action juridique contre le NUM et cela étayait le chantage du NCB.

Ce qu'on vient de voir se dérouler à Shirebrook, c'est ce qui va s'étendre dans le Yorkshire au cours de l'été.

La tactique de la police a été mise au point dans le Nottinghamshire. Des groupes spéciaux avaient été mis sur pied pour soit-disant protéger les non-grévistes, en réalité pour intimider les grévistes : ils faisaient irruption dans les pubs, attaquaient indistinctement les résidents, endommageaient les voitures, frappaient tous ceux qui se trouvaient sur leur chemin...). Ces patrouilles spéciales répliquaient par une violence de classe à la violence de classe parce que les mineurs essayaient aussi de faire pression par tous les moyens, y compris par le cassage de gueule, les attaques matérielles sur les biens et sur ceux qu'ils considéraient comme jaunes refusant l'extension de la grève. Les mineurs répliquent coup par coup. Cela commence dès le début de juillet avec les incursions de la police dans les villages du Yorkshire et va se poursuivre jusqu'à la fin de la grève. les formes des répliques vont être très diverses, adaptées à la lutte elle-même : action spontanée de toute une communauté lors des exactions de la police, action offensive de noyaux plus ou moins conséquents contre la police, les moyens de transport, les propriétés du NCB, etc.... Il est difficile d'en faire un énoncé qui serait fastidieux car cela va se répéter presque quotidiennement en plusieurs endroits et pas seulement dans le Yorkshire. Pendant des mois et des mois, une véritable guérilla s'installe insaisissable et tout autant incontrôlable.

• La guérilla dans le Yorkshire... et ailleurs

En vérité, jusqu'au bout de la grève, cette guerre civile — sans front défini — a tiré son origine dans la tentative concertée du pouvoir (NBC et police) d'atteindre au cœur de la grève : la solidarité interne des travailleurs dans leur lutte, le lieu où elle s'élabore, où elle est la plus forte, où elle maintient et se renforce dans les groupes de soutien, là où elle se transforme en actes. la situation que décrit Thatcher et ses acolytes en est la conséquence : ils ont voulu une guerre de classe poussée dans ses derniers retranchements ; ils ont une guerre de travailleurs poussés dans leurs derniers retranchements. le 10 octobre, Leon Brittan, ministre de l'Intérieur ne peut mieux situer où se trouve

réellement la lutte : « La grève des mineurs n'est plus du tout un mouvement social. Ce n'est pas une attaque contre le NCB ou même contre le gouvernement mais contre la loi elle-même... Nous affrontons un assaut contre notre mode de vie tout entier.. » La grève était effectivement devenue rapidement un combat sans programme, ni perspectives, effectivement contre un « mode de vie tout entier... » et en cela il s'opposait à un ordre, le mode de vie de Brittan, l'ordre du capital.

Déjà, en juin la situation dans certains bourgs du Yorkshire était très tendue. A Maltby, plusieurs week-end, les vitrines sont brisées et pillées et il y a plus de 50 arrestations.Le 15 juin connaît deux jours d'émeute et de pillage et l'attaque d'un commissariat. C'est une réponse aux exactions de la police particulièrement active dans ce district d'où partent de nombreux piquets. Le secrétaire du NUM local rejette tout sur les « hooligans ». Ce qui se passe à Rossington (près de Doncaster) le 9 juillet montre bien que les mineurs doivent se battre en réalité sur deux fronts. A la nouvelle que deux jaunes doivent travailler dans le puits. l'entrée en est bloquée par des barricades et entourée de barbelés. La police intervient pour faire entrer les dirigeants du puits et peut-être — les deux jaunes, mais personne n'en est sûr. Une large foule s'assemble alors devant le puits dont la cours est occupée, bloquant la direction, détruisant les archives, le fichier du personnel et rétablissant des barricades. Les 250 flics hésitent, submergés par le nombre. Les dirigeants du NUM Yorkshire, venus en hâte, lancent des appels au calme, à la dispersion et invitent les piquets à retourner chez eux. « Nous devons être organisés et disciplinés... Nous sommes les généraux. Si vous ne suivez pas nos ordres, la lutte sera perdue. Ce que vous faites est illégal. Vous serez poursuivis pour rassemblement interdit et pour émeute ». Personne ne les suit ; la foule, moins dense à l'heure du thé revient en force plus tard alors que les renforts de police arrivent. Les leaders syndicaux, après accord avec la police, conduiront eux-même deux voitures de police dans la cour du puits pour évacuer les dirigeants. Un déluge de briques s'abat sur les voitures alors qu'elles quittent le puits et la police n'ose rien entreprendre.

Le 13 juillet à Hemsworth, un commissariat est attaqué et la bataille s'étend à toute la ville. A Rossington de nouveau, des

barricades sont dressées et des bâtiments administratifs sont incendiés. Le 3 août, 200 mineurs attaquent le dépôt de transport de charbon du Derbyshire et incendient 14 camions et 2 cars. le 8 août, coordonnés entre eux par CB, plusieurs centaines de mineurs attaquent en 6 endroits différents, détruisant voitures, bureaux, etc... Le 12 août, 5 cars du NCB sont incendiés dans le Debyshire. Le 18 août, 6000 piquets luttent avec la police à Gascoigne Wood (Selby) où un mineur entre dans le puits. C'est la même chose à Cortonwood où 500 flics escortent un seul mineur au travail. Toute la fin d'août voit le développement de bandes qui, comme des commandos, portant des passe-montagnes pour ne pas être reconnus, font irruption dans la cour des puits et détruisent de préférence les installations de télévision et les ordinateurs. D'autres groupes plus importants bloquent les routes, tendent des embuscades aux convois de flics. Les tactiques aussi se transforment : les actions évitent maintenant le contact direct traditionnel visant à rompre les barrages de flics en les poussant et en attendant passivement la contre-attaque ; les mineurs arrosent les flics de projectiles et se retirent rapidement quand ils chargent. Les armes utilisées aussi sont différentes : les barricades de toutes sortes se multiplient, le matériel des mines lui-même est retourné contre flics et bâtiments (bulldozers), on voit même apparaître non seulement des fléchettes mais des pistolets à clous, des carabines à air comprimé... les objectifs changent aussi : des maisons ou voitures des jaunes aux installations et transports du NCB, de l'assaut sur les flics aux attaques de convois et de commissariats. Ces objectifs sont déterminés par les circonstances elle-mêmes, mais peu à peu, de la défensive face à l'action de la police dans les villages, on passe à des actions offensives imprévisibles parce qu'elles ne sont pas directement la réponse à une intervention policière. L'initiative change de mains et à son tour la police pratique l'enchaînement des représailles. Les tribunaux siègent en permancence distribuant, sur le seul témoignage des flics, les inculpations, les condamnations, les libertés provisoires assorties de conditions draconiennes éliminant les plus militants ou les plus malchanceux.

Tout au long de septembre, c'est le même déroulement quotidien de cette lutte impitoyable : bulldozer contre les bâtiments administratifs la nuit à Rotherham, arbres abattus,

4000 mineurs bloquant la route A 465, attaque d'un poste de police à Rochester dans le Kent pour libérer un mineur. Ensington connaît le 22 septembre le même type de bataille. le 24 septembre, 5000 piquets assiègent le puits de Malby près de Rotherham; Kellingley Colliery est occupé pendant 6 heures la nuit du 25 septembre. Le 28 septembre. un convoi de police tombe dans une embuscade. Le 26 septembre les mineurs gallois attaquent par surprise un convoi sur l'autoroute qui mène à Llanvern du haut des 35 ponts, plus de 10 camions sont endommagés.

Le 19 octobre, à Grimethorpe, un village du Yorkshire est pratiquement en révolution après l'arrestation et la condamnation de 19 mineurs ou membres de leur famille pour avoir volé quelques kilos de charbon pour se chauffer: le gouvernement doit déléguer un chef de la police pour faire des excuses publiques devant toute la communauté du village. Un des mineurs donne tout le sens de ce qui se déroule alors dans les mines: « Nous sommes des gens avec des principes moraux et durs au travail dans ce village et nous ne voulons pas être traités comme ça pour du charbon volé. Légalement, ce n'est pas à nous le charbon, nous le savons bien, mais moralement nous pensons qu'il est à nous. Il y a des tombes au cimetière de ceux qui sont morts dans les explosions, les jambes broyées et gazés... Ils ont payé pour ce charbon... ». Ce que ce mineur exprimait, c'est que dans la lutte de classe, il y a deux morales qui s'affrontent. Le fait que des deux côtés on prenait conscience de l'existence de ces deux morales montrait que potentiellement, la grève des mineurs prenait le chemin d'une guerre civile. C'est au cours de ce même été que s'amplifie en même temps un mouvement de solidarité tissé autour des communautés minières.

Le Président de la Fédération de la police est proche de la vérité lorsqu'il constate le 14 septembre que la « campagne des hors-la-loi est même pire que les émeutes urbaines de 1981 qui n'étaient ni planifiées ni supervisées... Ce que nous affrontons maintenant, c'est quelque chose de plus insidieux, de plus dangereux et omniprésent. Il y a une organisation élaborée et délibérée derrière la violence que nous avons vue dans les récents mois. Au cours des dernières semaines, cela s'est accéléré avec des gens sélectionnant des objectifs pour des destructions et des sabotages à la plus

grande échelle possible ». Les responsables du NUM y font écho toutes les fois qu'ils peuvent le faire ouvertement tel cet officiel du Pays de Galles qui fin septembre, à la suite de l'attaque spontanée d'un convoi de charbon sur l'autoroute condamne sans ambages : « C'était vicieux et irresponsable et pouvait causer un horrible accident d'autoroute... des éléments incontrôlés ont essayé d'arrêter un convoi. La plupart des mineurs sont de braves gens. En aucune façon, cette sorte d'action ne peut être acceptée par des mineurs raisonnables ou par leur famille. »

- **Diplomatie officielle et diplomatie secrète.**

Tout au long de ces huit mois de grève, dans le silence feutré des grands hôtels, à l'abri de la pression des mineurs en grève, des tractations avaient continué à la recherche d'une solution pour terminer le conflit. Mais chacun des protagonistes, Mac Gregor et le NCB, Scargill et la NUM n'étaient pas seuls. Quelles que soient leur bonne volonté et leur désir de ne pas voir ternie ou frustrée leur position de dirigeants, les ambitions de leur organisation et les leurs propres, ils n'étaient pas libres de leurs mouvements. Il ne s'agissait pas seulement d'un problème de gestion de la force de travail mais d'une question de lutte de classe: derrière Mac Gregor et le NCB, le gouvernement représentait les intérêts globaux du capital ; derrière Scargill et le NUM, il y avait la masse des mineurs en grève. Ce sont ces deux forces qui, en marge des débats vont précipiter les coups de théâtre, les ruptures brutales et finalement rendre impossible toute solution négociée. En septembre 84, un commentaire précisait la stratégie du pouvoir : « Le retour progressif au travail est la seule voie possible pour terminer cette grève. C'est précisément à cause de cela que les grévistes ont dirigé une telle violence à ceux qui reprennent le travail pour arrêter ce glissement. C'est aussi précisément pourquoi l'Etat a déployé tant de ressources physiques et financières pour ramener les mineurs au travail: même si un seul reprenait dans un puits, cela devenait un symbole. »

Les négociations deviennent objectivement partie d'une stratégie globale qui est d'amener les mineurs à reprendre le travail sans qu'ils puissent se targuer d'une victoire. C'est

seulement à cette condition que la crise sociale et politique sera évitée : il faut que le mouvement autonome de la lutte de classe soit stoppé. Il est important aussi que ce soit le NUM qui finisse par donner l'ordre de reprise et qu'il soit suivi car il doit ainsi apporter la preuve par delà toutes les vicissitudes de la grève qu'il a de nouveau le contrôle de la force de travail. Les différents stades de cette négociation vont modeler les différents stades de la stratégie d'attaque contre les mineurs tant par les appareils syndicaux que par la répression directe de la police et par la pression économique du NCB ; ils serviront à souffler alternativement le chaud et le froid, à justifier les temporisations « pour ne pas faire échouer les discussions en cours » à justifier les offensives répressives « pour faire céder le NUM ». De toute façon, ce seront toujours les mineurs et leur détermination qu'il s'agira d'atteindre et de mettre au pas.

Qu'on ne s'y méprenne pas : derrière le débat sur des définitions de puits qui peuvent être fermés pour cause d'épuisement ou pour cause économique, il n'y a pas de désaccord fondamental notamment entre le NUM et le NCB. Comme nous l'avons déjà dit, le NUM, tout en affirmant son « opposition de principe » aux fermetures, a toujours pratiquement donné tacitement ou dans la coulisse son accord et arrondi les angles, encore tout récemment lorsque les mineurs essayaient de s'y opposer par la grève. La grève qui lui a été imposé par les mineurs lui interdit de donner un accord formel mais dans les pourparlers, l'accord du NUM sur une « formule de fermeture acceptable » (pour les mineurs bien sûr) ira fort loin. Dès le 17 avril, des discussions secrètes sont engagées par le canal des syndicats de cadres BACM et NACODS, le NECB étant prêt à associer les syndicats aux décisions sur les fermetures. Cette voie qui aurait pu paraître une concession aux mineurs fut résolument barrée par le gouvernement qui veut une victoire nette et décisive.

Le 31 mai, en pleine bataille d'Orgreave, Scargill avait une réunion secrète avec Jimmy Gowan, le second de Mac Gregor pour poser les bases d'une nouvelle négociation ; le 8 juin qui suit il parle en public de victoire et de concessions espérées sur le rythme et le nombre des fermetures. Mac Gregor qui lui aussi semblait confiant adopta soudain, sur instance du gouvernement, une position dure et tout vola en éclat.

C'est à ce moment que débute la première offensive du NCB en direction des mineurs avec la lettre de Mac Gregor du 21 juin et l'attaque de la police au cœur de la grève dans le Yorkshire. Ce qui n'empêche pas les négociations de continuer, entre le 6 et le 9 juillet ; elles conduisent à deux textes symétriques qui auraient contenu « un remarquable degré d'unanimité » (Strike, The Sunday Time Team). Les négociations continuent jusqu'au 18 juillet avec des concessions du NCB supposant d'autres concessions du NUM. Tous semblent d'accord sur les définitions pourvu que le NUM accepte la fermeture de 5 puits dont Cortonwood :

— Un minimum de 100 millions de tonnes par an pouvant être accru selon les nécessités du marché ;
— Pas de licenciements obligatoires : ceux qui désirent rester auront des primes et allocations de déplacement ; ceux qui désirent partir auront de meilleures indemnités de départ ;
— Les salaires sont augmentés de 5,25 % au 1/11/83 ;
— Des investissements importants sont prévus en 84-85.

Mais la même partie de bras de fer se joue entre le gouvernement et le mouvement de base empêche les bureaucraties minières et syndicales de matérialiser cet accord. Personne ne sait plus exactement ce qui en diffère la signature et le 14 septembre, le Financial Times peut écrire : « Il apparaît maintenant vraisemblable que les deux parties ont épuisé toutes les possibilités du dictionnaire pour trouver des mots capables de faire le pont pour franchir le fossé qui les sépare ». Le fossé c'est le mouvement de base qui le creuse et il est effectivement impossible de le combler. Lors des pourparlers de juillet, le NUM avait demandé au TGWU d'Immingham d'essayer de modérer les dockers en conflit avec BSC au sujet de l'approvisionnement en charbon et en minerai de Scunthorpe et de surseoir à toute action pouvant gêner les discussions. La première grève des dockers cessera presque en même temps que la rupture des pourparlers. Mais elle avait introduit un nouvel élément : l'espoir d'un élargissement du conflit qui sous-tend tout au long de l'été, la résistance des mineurs contre la répression qui s'installe dans les centres miniers.

L'échec de la seconde grève des dockers modifie cette situation. Fin septembre, même déterminés, les mineurs sont partout sur la

défensive ; mais en même temps, l'extension du réseau de solidarité, les conséquences économiques de la grève et du coût de la répression, sont des éléments de destabilisation du système. Puisque le NUM et le NCB ne peuvent régler directement le conflit, il faut tenter de le résoudre à un niveau supérieur. Ned Smith, alors chef des relations sociales au NCB estime que c'est à ce moment que le gouvernement prend en mains directement la recherche d'une voie pour terminer la grève. C'est aussi à ce moment que le congrès du TUC introduit la centrale syndicale dans une intervention directe en échange d'un soutien de pure forme aux mineurs. Ce fut aussi à cette époque qu'un des magnats de la presse Robert Maxwell amorça une tentative d'accord par l'intermédiaire d'autres partenaires que les deux protagonistes habituels, notamment les leaders des autres syndicats. La grève prenait alors son véritable caractère de conflit politique qui devait être réglée au niveau politique par les plus hautes instances politiques.

La bombe de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) qui explose à Brighton début octobre dans l'hôtel qui abrite les leaders conservateurs venus tenir leur congrès annuel, n'a apparemment pas grand chose à voir avec la grève des mineurs. Cependant elle sonne comme un avertissement aux dirigeants : il est dangereux d'avoir à se battre sur plusieurs fronts à la fois ; la police, occupée dans les centres miniers, ne doit pas pour autant négliger ses autres devoirs de protection de la classe dominante.

Il faut régler au plus vite un conflit qui n'a que trop duré, et le régler dans l'intérêt du pouvoir. Les choses sont déjà amorcées dans cette voie et elles vont s'y engager encore plus.

• Le congrès du TUC et l'alignement du NUM : les grandes manœuvres syndicales.

En septembre 1984, lors de son congrès annuel, le conseil général du TUC ne peut faire autre chose que d'affirmer son « soutien total aux mineurs ». Ce soutien, tout platonique, est l'aboutissement de longues et délicates tractations qui se sont déroulées dans les coulisses avant le congrès. L'exécutif du NUM jusqu'alors opposé à toute intervention du TUC dans ses affaires

a accepté que celui-ci joue un rôle dans la grève en échange de l'affirmation d'une action plus efficace dans la circulation des combustibles et d'une aide financière.

La motion finale adoptée par 38 votes contre 5 (dont le syndicat EEPTU qui contrôle les centrales et ISTC qui contrôle les aciéries) affirme dans une touchante quasi-unanimité « le soutien total pour les objectifs du NUM en vue de sauver les emplois, les puits et les communautés minières » mais elle est assortie d'une restriction de taille que « l'exécution pratique... nécessitera des discussions détaillées avec le conseil général du TUC et l'accord des syndicats directement concernés ». Autrement dit, la motion ne lie pratiquement personne puisque chaque syndicat garde son entière autonomie pour décider de son application. Cela paraît un marché de dupes puisque les principaux syndicats concernés par une extension éventuelle de la grève ont pratiquement tous affirmé hautement leur hostilité à une telle extension.

Ce n'est pourtant pas un marché de dupes pour Scargill et le NUM car ils savent qu'ils n'obtiendront rien de plus des syndicats pour un soutien actif de la grève. Par contre, ils ont besoin d'abord de l'aide financière du TUC car tous les fonds du NUM vont bientôt être sequestrés ; ils ont aussi besoin de toute l'autorité du TUC pour tenter de faire entendre raison à la base.

Len Murray qui est encore le leader du TUC résumera le but de ce « soutien » à la grève des mineurs : « Maintenant nous sommes impliqués. Le but de la procédure mise en place par la motion est de définir deux objectifs pour rendre le conflit plus effectif et pour *rendre inutiles les piquets de masse* » (c'est nous qui soulignons). David Basnett, leader du GMBATU affirmera que le but du soutien du TUC était d'amener le NCB et le gouvernement à négocier mais que « ce n'était pas et *ce ne pouvait être carte blanche pour reprendre la grève dans les industries utilisatrices du charbon même si c'était souhaitable et possible* ». (C'est encore nous qui soulignons). C'était on ne peut plus clair. Comme l'écrivit l'hebdomadaire *The Economist* à ce moment (8/9/84) « C'était la meilleure arme que Thatcher ait jamais eue contre les mineurs. »

- **La grande offensive d'automne.**

Pour les grévistes, les luttes passées avaient pu déterminer la stratégie à suivre. Certains avaient pu penser que comme en 1974, la grève des mineurs paralyserait certaines industries vitales et de proche en proche toute l'économie britannique. D'autres voyaient la grève s'étendre à d'autres secteurs luttant pour leurs problèmes spécifiques, l'addition des luttes provoquant une grave crise politique comme en 78-79. Après 9 mois de grève, force était de constater que la situation économique et sociale excluait l'une ou l'autre de ces éventualités. Le gouvernement et les syndicats n'avaient pas eu à faire face à ces développements et ils avaient pu prendre, chaque fois qu'un glissement paraissait se produire, les mesures adéquates pour régler des conflits distincts potentiellement dangereux. Les uns et les autres n'avaient en fait aucune gloire à se parer d'habileté ou de fermeté pour expliquer l'isolement dans lequel se trouvait le mouvement des mineurs. Le 24 octobre, à l'entrée de la période d'hiver, les centrales thermiques disposent de 17 semaines de charbon (14 millions de tonnes) et il y en a encore 20 millions disponibles sur le carreau des mines bien que leur évacuation puisse déclencher des conflits violents. Les importations tournent autour d'un million de tonnes par mois et les mines à ciel ouvert en produisent autant. Aucune industrie n'a connu d'arrêt ou de ralentissement notable. En décembre, les centrales ne consomment plus que 15 % du charbon utilisé habituellement, la consommation de fuel s'est accrue de 34 % et la part du nucléaire de 6 %. Chaque semaine 700 000 tonnes de charbon sont acheminés du Nottinghamshire vers les centrales thermiques des Midlands. Cette situation devrait détruire tout espoir de vaincre chez les mineurs. L'obligation qui leur a été faite de se replier sur leurs régions respectives a réduit encore plus les perspectives d'une extension à d'autres secteurs. Les mineurs doivent d'abord organiser leur subsistance, multiplier les contacts, lutter contre la lente érosion vers la reprise du travail. Pourtant, la grève tient bon : d'avril à septembre 84, alors que l'offensive concertée bat son plein, le nombre des mineurs au travail passe seulement de 40 000 à 42 000 et la grève est encore quasi totale dans des régions qui occupent 60 % de tous les mineurs. Il faut que les forces répressives aillent plus loin que « laisser pourrir la grève » qui, à ce rythme, risque de conserver longtemps son potentiel de rupture. Cela signifie, pour tous les

pouvoirs décidés à en finir, le renforcement de l'offensive contre les mineurs qui va déclencher des scènes de violence sans précédent. L'offensive consiste d'abord à orchestrer par un énorme soutien policier et le pilonnage des média, la moindre reprise due le plus souvent à un chantage des directions des puits ou du NCB. Toute l'action d'intimidation de la police principalement dans le Yorkshire sera intensifiée, axée non sur des sortes de représailles mais sur la défense des jaunes. Plus que jamais, les villages miniers sont en état de siège permanent et les affrontements sont quotidiens. Déjà, le NUM, où il le peut, cherche à désamorcer non seulement l'action spontanée mais aussi les piquets. Partout, pour se conformer aux instructions contenues dans la motion du TUC, on confirme que les piquets de masse cesseront d'être organisés et les mineurs reçoivent l'ordre de n'aller que devant leur propre puits. Ce qui était dans la coulisse devient officiel. Après une embuscade contre un convoi de camions, le NUM fustige les « éléments incontrôlés ». En août déjà, le NUM du Yorkshire a prétendu interdire aux piquets de « lancer des projectiles ». En novembre, le NUM d'Ecosse rappelle les piquets de masse du puits de Belsen : résultat, 400 mineurs au travail au lieu de 100. Les piquets spontanés non autorisés sont dispersés par les responsables NUM, voire dénoncés à la police.

Peine perdue car les mineurs ne baissent pas les bras. Octobre et novembre voient se renouveler chaque jour, dans des dizaines de villages de toute l'Angleterre, attaques et contre-attaques. Seules les déclarations des dirigeants peuvent permettre de se faire une idée des dimensions de ce qui se passe alors. Rien que dans le sud Yorkshire, plus de 50 commissariats seront attaqués au cours de la grève. Le 12 novembre, plus de 12 villages dans le sud Yorkshire sont virtuellement en émeute ; toute la population s'y associe, de même que de jeunes chômeurs de la région. On n'en finirait pas d'énumérer le quotidien d'une lutte qui, le dos au mur, répond avec toutes ses ressources à tous les coups qui viennent de toutes parts.

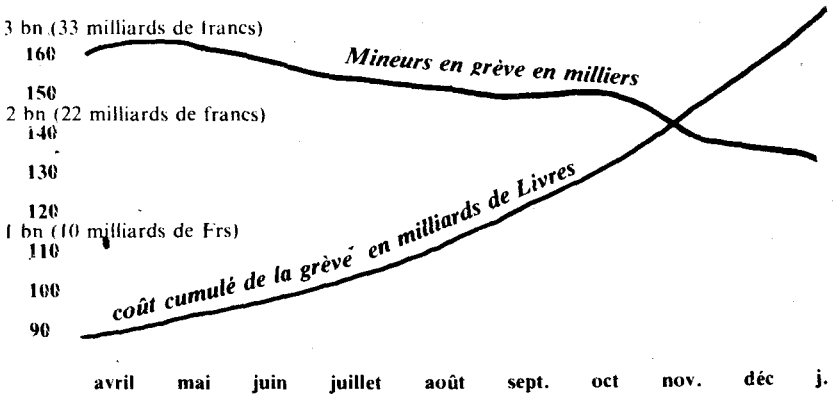
Lors de l'attaque surprise d'un convoi sur l'autoroute galloise, la police parle de tentative « bien organisée de disperser les forces de police tout au long de l'autoroute » ; cela fait écho à des propos déjà tenus en septembre à propos de « piquets très bien organisés dans une escalade à un taux alarmant ». La mort, le 30 novembre,

d'un chauffeur de taxi qui transporte un jaune, lorsqu'un bloc de ciment est lancé du haut d'un pont pour stopper la voiture, est l'occasion d'une surenchère dans les attaques contre « la violence des piquets ». Neil Kinnock, leader du Labour fait écho à Thatcher lorsqu'elle déclare : « La violence n'est pas contrôlée, ni commandée, ni influencée par aucune organisation. C'est l'action d'individus. Et je m'adresse à ces individus où qu'ils sont, quels qu'ils soient : la violence doit cesser. » Elle a raison de dire que la violence ne vient pas des organisations. C'est un hommage au NUM et aux TUC et la reconnaissance de leur rôle dans la grève. C'est en même temps un reproche : ils n'ont aucun contrôle du mouvement. Mais elle est dans l'erreur lorsqu'elle parle d'individus car, comme on l'a vu, ils sont organisés, mais différemment.

La grande offensive de Noël et la lente érosion qui va se poursuivre début 85 ne feront qu'exacerber encore plus l'action de ces groupes ; à ce moment, les conséquences économiques et financières sont à leur maximum, pour les mineurs mais aussi pour le gouvernement. Le 3 février, près de Chesterfield, une camionnette du NCB transportant des explosifs est transpercée par des barres d'acier jetées du haut d'un pont et c'est miracle si rien n'arrive. Thatcher était plus près de la vérité lorsqu'elle dénonçait, le 26 novembre « l'apparition de pouvoirs locaux qui brisent, défient, contournent la loi ». Bien sûr, dans la logique des dirigeants, il ne peut s'agir que de « gangs terroristes à la solde d'Etats qui les financent et les arment » ou bien, comme le déclare ce juge le 13 octobre, on doit considérer que « la présence de centaines de gens à un puits ne peut survenir que si quelqu'un les a organisés ».

Un incident donnera la mesure de ce que la base pense des dirigeants des TUC : Le 13 novembre, Willis préside un meeting à Aberavon, au Pays de Galles, pourtant réputé moins « violent » que le Yorkshire ; il pense amorcer, précisément par une critique de la violence du conflit, l'intervention des TUC dans la lutte. Il est conspué et du haut du balcon où il parle descend au-dessus de sa tête une corde avec un nœud coulant, comme pour le pendre. Pas plus que le NUM, le TUC n'a de prise sur la grève. Alors que l'offensive concertée vers la reprise se poursuit avec son cortège de violences et de répression, une autre offensive, psychologique celle-là, va venir de la manipulation des négociations.

X — LA GRÈVE DOIT CESSER AU MOMENT OU ELLE DEVIENT UNE MENACE RÉELLE



éléments de comparaison : La guerre des Falklands coûtera 700 millions de Livres, soit 8 milliards de francs.

• Un nouveau tournant de la grève : l'affaire du NACODS

Dans ce mouvement offensif concerté pour rompre le front de grève, ce qui se passe avec le syndicat des porions (contremaîtres) NACODS est capital. Non pas tant par les espoirs déçus d'une grève totale (si les porions se mettent en grève, la sécurité n'est plus assurée et personne ne peut descendre dans les puits). Les mineurs n'ont plus guère d'espoir sur le soutien qu'ils peuvent espérer de ce côté. Mais parce que la grève paraît pouvoir sortir de l'affrontement de classe pour venir sur le terrain du compromis. La grève cesse d'être sans programme ni perspectives pour revenir sur le terrain capitaliste et syndical des relations de travail. C'est aussi une vieille stratégie des appareils de briser un mouvement qu'ils ne peuvent contrôler en l'intégrant dans un mouvement plus vaste contrôlé ou en laissant croire à une possibilité d'extension. Après les deux grèves des dockers, l'effet de l'affaire du NACODS va être déterminant sur le moral des mineurs.

Un accord du NCB et de NACODS prévoit que ses membres continueront à être payés même s'ils refusent de traverser les piquets de grève. La NCB pense que la dénonciation de cet accord le 15 août 1984 peut être un élément dans sa stratégie de reprise du travail : puisqu'il faut faire pression sur les mineurs pour les inciter à traverser les piquets, personne ne doit bénéficier d'un statut privilégié s'il ne le fait pas. Le résultat ne fut pas celui escompté. Les membres de NACODS se mirent à rejoindre les piquets et un mois plus tard, le 15 septembre, 3000 d'entre eux furent sanctionnéss par le NCB par la retenue de leurs salaires. Dans un vote national, 82,50 % des 18.500 membres du NACODS acceptèrent de rejoindre la grève. La grève des porions, pourtant, ne devait jamais avoir lieu.

Si ce vote montrait la volonté de s'opposer au NCB sur un point précis les concernant, il ne signifiait pas pour autant l'engagement dans la grève aux côtés du reste des mineurs. La combativité de ceux-ci empêchait le NUM d'être l'intermédiaire syndical habituel. Au contraire, le vote des membres de NACODS, en raison de leur position dans les relations de travail et dans la grève, était une sorte de blanc-seing aux dirigeants pour continuer les pourparlers dans leur seul intérêt. Même s'ils ne le voulaient pas ouvertement comme tel, c'était une sorte de coin que le gouvernement et le TUC enfonçaient dans le bloc de la grève. L'accord signé entre le NCB et NACODS le 25 octobre 1985 prévoyait que les salaires des membres de NACODS seraient payés même s'ils ne traversaient pas les piquets et que toute fermeture de puits ne pourrait avoir lieu sans l'avis d'un comité indépendant à la fois du NCB et des syndicats. L'ordre de grève fut annulé puisque le NCB avait cédé sur ce qui l'avait motivé au départ. Mais l'accord apportait bien autre chose : la perspective d'un règlement du conflit des mineurs lui-même sur ce qui avait conduit à son déclenchement : la fermeture des puits. Cette perspective était l'atout-maître dans la stratégie globale de reprise du travail. La pression de la base empêchait le NUM de prendre cette voie ouvertement. Mais cette voie existait maintenant : elle sera la constante référence dans toutes les discussions qui vont se poursuivre dans la coulisse, jusqu'à la fin et après la fin de la grève. Inévitablement, elle s'imposait aux mineurs d'une façon telle qu'ils ne pouvaient la rejeter puisqu'elle existait en dehors d'eux ; cette « solution » devenait une réalité qui minait le monde de la grève pour y substituer celui du travail.

Une femme de mineur active dans le centre de grève de Blidworth résume ainsi l'effet de l'affaire NACODS : « Personne ne pensait qu'ils (les porions) feraient grève... la plupart du temps, ils étaient du côté des chefs... Il semblerait pourtant que, s'ils se mettaient en grève, la grève finirait et que nous pourrions avoir notre victoire. Pendant sept mois tous nos espoirs avaient été déçus et nous avions appris à ne pas espérer. Pendant cette quinzaine d'attente pour voir si les porions tiendraient parole, la tension avait commencé à monter. D'abord nous avions essayé d'ignorer la situation comme nous l'avions toujours fait. Nous sentions tous très forts, que nous avions cette fois, fait tout, pratiquement tout seuls. Mais... nous commencions à nous laisser espérer contre notre propre jugement... Personne n'osait le dire à haute voix mais intérieurement je savais que j'espérais et que n'importe lequel d'entre nous faisait de même parce qu'il y avait une sorte d'excitation dans l'air et que cela n'avait jamais été comme ça depuis que la grève avait commencé... Bien que personne ne parlât réellement de la fin de la grève, il y avait un tas de discussions comment elle pourrait se terminer, comment les hommes rentreraient, ce qui arriverait aux jaunes, etc... » Après l'accord NACODS-NCB sans que le NUM y fut associé « personne ne dit rien en particulier, nous nous sentions tous démoralisés ; on continuait ce qu'on faisait... Les jours suivants, un désespoir commença à ramper dans le centre et les gens commencèrent à parler de retour au travail. Les tensions entre femmes réapparurent, pire que jamais. Chacun était très déprimé ; il semblait qu'il n'y avait pas de fin en vue et on commençait à se demander si la grève durerait à jamais. »

• Le NUM définitivement écarté.

Au même moment, le NUM se trouvait aux prises avec des difficultés qui rendaient beaucoup plus délicat l'exercice de sa fonction syndicale. La pression du mouvement de base l'avait conduit droit dans la répression légale et il ne pouvait plus l'éluder. Le 28 septembre, à la demande de deux mineurs de Manton Colliery, la Haute Cour avait décidé que la grève était illégale en référence aux statuts du NUM. Si le NUM en tenait compte, il était forcé de désavouer la grève et il s'aliénait complètement sa base ; s'il l'ignorait, il subissait les rigueurs de la loi ce

qui signifiait une condamnation à de fortes amendes pour «contempt of court» (mépris du tribunal). C'est ce qui se produisit. Le 10 octobre Scargill est condamné à 1 000 livres d'amende pour «contempt of court» et le NUM à 200 000 livres d'amende (respectivement 12 500 F et 2 millions et demi de F.). D'autres jugements avaient frappé les sections régionales du NUM : le Pays de Galles pour avoir couvert des piquets contre une entreprise locale de transport le 30 juillet, le Lancashire, Yorkshire, Durham, Staffordshire, Nottinghamshire, Derbyshire pour bloquer toute sanction contre les jaunes, ceci après l'annulation le 16 juillet par la Haute Cour, des nouvelles règles, disciplinaires adoptées par le NUM. Le jugement de la Haute Cour contre le NUM national créait une situation paradoxale : le NUM, selon sa propre légalité, ne pouvait couvrir la grève, celle-ci devenait une grève non reconnue par le syndicat, une grève sauvage, ce qu'elle était réellement à l'origine ; elle le redevenait par la grâce d'un jugement d'un tribunal de l'Etat bourgeois. Les non-grévistes que le NUM avait voulu sanctionner comme enfreignant ses décisions se retrouvaient eux dans la légalité, c'est-à-dire que le NUM ne pouvait plus rien contre eux. L'autre paradoxe, c'était que cette mise du NUM hors de la grève n'était pas acquise en vertu des lois « Thatcher » si décriées mais par le simple jeu des règles mêmes du syndicat.

Les conséquences de ces jugements ne seront pas tant pour les mineurs et la grève (cela ne changera guère à leur situation) mais pour le NUM lui-même :
— Suite à la lourde amende et au refus d'obtempérer au jugement, le tribunal décidera la mise sous séquestre de tous les biens du NUM ; en quelques semaines, les séquestres auront trouvé le moyen de mettre la main sur la quasi totalité des fonds transférés à l'étranger, rendant vains les efforts de la bureaucratie au début de la grève pour planquer son magot à l'abri du gouvernement et des grévistes.
— Privé de tous ses fonds, le NUM, qui doit faire fonctionner son appareil s'il veut exister en est réduit à s'engager encore plus sous les fourches caudines du TUC et des grands syndicats ; s'il veut obtenir d'eux des « avances » de fonds, il ne les aura bien sûr que sous la condition d'œuvrer pour la « politique commune ».

Implicitement, le NCB devait reconnaître cet état de fait :

puisque le syndicat n'a plus de contrôle sur ses membres (qu'ils travaillent ou qu'ils fassent grève), il ne peut que s'engager plus avant dans un contact direct avec la base hors de la médiation syndicale. Le 5 novembre 1984, le NCB offre de l'argent aux mineurs qui reprendraient le travail, de l'argent qu'il leur doit de toute façon : les vacances, un remboursement d'impôt et une prime de Noël. Ils peuvent ainsi « gagner » 1 400 livres (plus de 15 000 F) jusqu'à Noël. C'est un chantage, une insulte et les mineurs le ressentent comme tel. Cela s'insère dans toute la campagne de pression pour le retour au travail et c'est une spéculation sur les difficultés financières dans lesquelles se débattent beaucoup de familles.

C'est à la même époque qu'après de nombreux remous et remaniements à la direction du NCB, celle-ci doit travailler plus étroitement que jamais avec le gouvernement : plus de discussions avec le NUM sans que d'avance on soit sûr que les fermetures pour raisons économiques sont acceptées comme préalable à tout ordre du jour. En même temps, Peter Walker, ministre de l'Industrie prend contact directement avec le TUC pour que la centrale intervienne plus activement c'est-à-dire pèse sur le NUM. Ce syndicat doit retrouver sa « crédibilité » à l'intérieur du mouvement syndical pour pouvoir assumer la fonction qui lui est assignée par le système.

• La grève commence-t-elle réellement à s'écrouler ?

Mais il y a encore beaucoup de chemin à parcourir. La tension persiste dans les régions minières, la solidarité financière continue d'affluer. Le 12 novembre le NCB estime que 53 000 mineurs travaillent — 75 % restent en grève dont 98 % dans le Yorkshire, 99 % dans le Pays de Galles du Sud, 90 % dans le Nord-Est... Fin décembre, devant les résultats médiocres de l'offensive de Noël, les managers régionaux se réunissent à Doncaster pour chercher par quels moyens ils pourraient bien faire monter le nombre des non grévistes. Une femme de mineurs du Sud du Pays de Galles leur donne la réponse : « Nous n'abandonnerons pas maintenant. C'est de plus en plus dur parce qu'au début nous avions des économies et les factures sont de plus en plus élevées. Mais notre détermination est aussi de plus en plus

grande ». Du 10 novembre au 15 décembre, il y aura 16 000 reprises mais le nombre tombe en janvier ; le *Financial Times* du 6 février constate : « Naturellement, le NCB ne parle pas des régions où le retour n'a pas lieu ; pourtant, il est maintenant clair qu'il y a des poches importantes un peu partout dans le pays où la grève est solide à presque 100 %... Le Pays de Galles (Sud) est l'exception évidente... le Kent est également solide... dans le Yorkshire, l'Ecosse et le Nord-Est, il y a des zones entières avec un grand nombre de puits où les reprises sont insignifiantes... Dans le Yorkshire, sur 50 000 mineurs, 6 272 travaillent... Ce qui reste peut constituer un problème constant pour le NCB pour des mois à venir si aucun règlement n'intervient... »

L'offensive d'automne, en trois mois n'a ramené au travail qu'à peine 10 % des grévistes. C'est peu mais c'est suffisant pour montrer qu'un courant s'est inversé. Un courant dont l'effet peut paraître avoir des conséquences contradictoires. Un mineur de Sherwood dans le sud du Yorkshire est désabusé : « Maintenant les gens envisagent la possibilité d'une défaite. Ils demandent ce qui arrive. Ils entendent des histoires et n'obtiennent pas de réponse des officiels. Même ceux qui étaient actifs dans la grève sont mécontents. » On peut ressentir ici le poids non du NCB ou du gouvernement mais de l'appareil syndical lui-même. Un mineur de Sunderland le voit d'une manière plus positive lorsqu'il déclare à la mi décembre : « Jusqu'alors, il y avait peu de jaunes dans les puits ; maintenant, ils sont 300. Tant pis, tant mieux. Les camps sont maintenant bien marqués. » Pourtant, les jaunes de maintenant ne sont plus les jaunes du début. La pression économique, en l'absence d'une coordination de base qui ne s'est pas faite, ne joue pas de la même façon selon les puits et selon les individus. Elle est d'autant plus forte dans les régions où dès le début la grève a été plus faible, où la dispersion des mines ne favorise guère la solidarité et l'union autour des « cuisines » et des comités de soutien. Cette pression est d'autant plus forte là où le réseau de base n'a pas pris le pas sur le réseau syndical en raison même de cette dispersion et où « aucune réponse » ne vient des officiels parce qu'ils ont décidé que la grève devait se terminer. Ce cas d'un mineur de Kellingley Colliery dans le Yorkshire n'est certainement pas isolé (on est en février 1985) : « Un homme qui est resté dans la grève pendant 50 semaines et qui est retourné au travail pleurait quand il a rencontré à l'entrée du

puits ceux qui étaient ses copains de piquet le jour d'avant. Il n'avait plus du tout d'argent, la société de crédit menaçait de récupérer sa maison; que pouvait-il faire d'autre que de retourner?... » D'autres disaient qu'ils devraient bientôt reprendre parce qu'ils n'avaient même plus de souliers. En fin de semaine, le silence descendait dans les cités minières. Combien sont-ils dans la situation de ce mineur de la région de Selby (Yorkshire) qui avec une famille de deux enfants est plus ou moins laissé à lui-même depuis 3 mois par le NUM. La plus proche cantine est à 20 miles (35 km) et il n'a plus de voiture pour s'y rendre car elle a été reprise par la maison de crédit. Par semaine, il reçoit 41,71 livres (environ 500 F) son loyer est payé; en plus il a 10 livres (130 F) s'il participe chaque jour au piquet. Ses dettes s'élèvent à 1 200 livres (plus de 15 000 F) et elles s'accroissent de jour en jour car gaz, électricité et téléphone sont encore branchés.

- **Une menace qu'il faut écarter à tout prix.**

Les conséquences de la grève n'étaient pas du tout ce que les uns et les autres en avaient attendu au début. Alors que formellement les mineurs étaient entrés en lutte contre la fermeture de puits et les licenciements, la grève seule avait déjà rendu inutilisables plus de puits que le NCB n'en voulait fermer, fait partir 9 000 mineurs et amené déjà plus de 20 000 candidats au départ volontaire. Les mineurs encore en grève étaient comme des assiégés et n'avaient d'autre projet que de tenir dans une lutte dont ils voyaient bien qu'elle s'effritait. Ils se retrouvaient isolés et ne pouvaient guère plus espérer une extension de leur lutte. Ils ne pouvaient voir clairement ce qui en faisait un potentiel dangereux pour le système: la cohésion d'un mouvement s'éternisant en longueur, les conséquences économiques indirectes au niveau national. Pourtant ce potentiel devenait une menace sérieuse.

Le gouvernement et le NCB avaient pu penser qu'ils briseraient facilement le mouvement des mineurs. Après onze mois de grève ils avaient encore devant eux un bloc décidé de plus de la moitié des mineurs. De plus, ils subissaient une hémorragie de dépenses qui, certes leur avaient permis de tenir et d'envisager la fin de la grève, mais dont l'accumulation menaçait de saper un équilibre

financier déjà bien précaire. Politiquement, la longueur de la grève et l'ampleur de la répression, même si du point de vue capitaliste pouvaient se justifier par la nécessité de briser le mouvement autonome, avaient et auraient, quelle que soit l'issue, des conséquences dont il était difficile de prévoir les développements. En février des chiffres commençaient à surgir, différents des communiqués triomphants. Plus de 4 milliards de livres (plus de 50 milliards de francs). Le PNB augmenté seulement de 0,5 % en 1984 au lieu des 3,5 prévus. Pour couvrir le coût de la grève le gouvernement devait emprunter à un moment où s'accroissait le déficit de la balance commerciale à cause de l'augmentation de la consommation de fuel dans les centrales thermiques. Le 10 février 1985, la livre sterling tombait à son cours le plus bas depuis des années ; un journal financier commentait : « Si une cause domestique doit expliquer les difficultés du sterling, c'est la grève des mineurs à la fois par ses effets psychologiques et arithmétique. » On saura plus tard qu'en mars, les centrales thermiques ne disposaient plus que d'un stock de 11 millions de tonnes contre 26 millions au début de la grève. Il y en avait 19 millions sur le carreau des mines, mais leur transport risquait de provoquer une explosion générale dans les régions minières.

Les mineurs ne risquaient pas de mesurer l'ampleur réelle des conséquences de leur lutte parce que comme toujours lorsque le capital a des difficultés sérieuses, l'union nationale des organisations du capital se fait pour tenter de surmonter la situation. Face aux 100 000 irréductibles dont la détermination avait empêché toute solution négociée du conflit, cette coalition autour de « l'unité nationale » va essayer de trouver rapidement une porte de sortie. Dans un rapport confidentiel du 7 novembre, John Mush, chef des relations sociales du TUC, concluait que la grève n'avait pas d'effets visibles et que les chances d'un règlement proche étaient lointaines ; la suggestion n'était pas qu'il fallait tout tenter pour la soutenir mais tout tenter pour y mettre un terme. Willis devenu leader du TUC entame alors une série d'approches secrètes. Le 5 décembre, Léon Brittan, ministre de l'intérieur déclare que le soutien des syndicats devrait être retiré aux mineurs à moins qu'ils ne se montrent disposés à « obéir à la loi » (cette situation sera effective courant février). Cette déclaration était une réponse à l'approche du TUC. Willis et 6 chefs syndicaux avaient pris langue à ce moment avec le ministre de

l'énergie Peter Walker, avec le secrétaire pour l'emploi et divers hauts fonctionnaires pour trouver une formule de règlement à la grève. Ils eurent ainsi trois semaines de « travail » dont pas même le conseil général du TUC eut à connaître. Le gouvernement ne faisait pas mystère que le « règlement honorable » devait permettre d'en sortir « pour prévenir les effets croissants de la grève sur l'économie ». Le projet était d'associer le retour au travail à un nouveau plan minier qui définirait une stratégie si vague que tout le monde pourrait dire qu'il avait obtenu quelque chose.

Les lendemains de fête ont un goût amer. Après Noël auquel on avait consacré tant d'énergie pour se prouver qu'on était toujours unis et soutenus dans la lutte, le sentiment d'impuissance s'était amplifié. « Nous n'avions plus qu'à rester dehors et à faire de notre mieux. Il n'y avait rien d'autre que nous puissions faire. Tout était entre les mains de l'exécutif général et du gouvernement ». C'était la réflexion d'une femme du comité de soutien de Blidsworth. Ce sentiment d'impuissance et cet attentisme passif sont renforcés, voire impulsés par la reprise en mains par les appareils. Ce que les bureaucrates petits et grands ne pouvaient exprimer ou devaient faire à contre-cœur sous la pression de la base, ils peuvent maintenant ou le dire ou ne pas la faire parce que cette pression s'est relâchée et détournée vers un objectif plus immédiat et plus aigü : la survie.

Au moment où la confiance en soi commence à vaciller, il est normal de rechercher des appuis partout où on peut les trouver ; les mineurs ne les trouvent pas dans l'appareil syndical à ce moment critique. Roy Wright, président de la section NUM du puits de Frystone (Nord Yorkshire) pourra dire en voyant la situation dans le puits à sa sortie de prison où il a passé quelques mois : « Ce qui conduit la grève à sa perte, c'est que les autres responsables de la section retournent se coucher le matin après avoir payé les mineurs pour aller aux piquets... Ils ne veulent rien savoir de ceux qui les ont placé à la tête des sections... ». C'est une réflexion de petit bureaucrate lui-même qui pense que si les responsables faisaient ce qu'il faut, la grève serait beaucoup plus forte ; mais elle exprime néanmoins une réalité : les mineurs se retrouvent seuls avec eux mêmes, ils pourraient franchir une étape importante en utilisant ce qu'ils ont déjà construit pour leur

survie matérielle pour retrouver cette confiance en eux-êmes, mais ils ne le feront pas.

Scargill emploie lui-même un double langage lorsqu'il déclare le 1/2/1985 : « Le NUM ne quémande pas et ne rampe pas devant le NCB pour une reprise des négociations mais *nous voulons voir la fin de ce conflit dans l'intérêt des mineurs et du pays.* » Trois semaines plus tard, le 23 février, Peter Heathfield pourra déclarer sans risques : « Le NUM a toujours reconnu que le NCB avait seul la responsabilité de diriger l'industrie. Il est absurde de suggérer que le NUM ait cherché à miner cette autorité. » C'est vrai, mais il n'aurait pas osé le dire seulement trois mois auparavant. Cela renforce la lassitude des mineurs qui recommencent alors à penser en termes d'objectifs immédiats tout en n'y voyant aucune issue : les forces répressives du syndicat peuvent aller plus loin et accélérer alors le démantèlement de la grève. Il est significatif que, jusqu'en décembre 1984, les media déferlaient sur la « violence » de la grève, c'est-à-dire sur son endiguement par la police à cause de l'impuissance du syndicat à le faire ; après, dans le premier trimestre 1985, ce sera soudainement le silence total sur cette violence alors que le TUC et le NUM peuvent refaire surface avec leur fonction traditionnelle parce que l'action répressive violente directe a porté ses fruits.

En ce début de février, un pas est rapidement franchi pour le démantèlement de la grève. Le 11 février, le jour même où la livre dégringole, la Haute Cour de justice déclare illégaux les piquets de masse dans 5 puits du Pays de Galles (Sud) et le 12 février dans 11 puits du Yorkshire. Aussitôt, les directions régionales du NUM de ces deux bastions de la grève saisissent l'opportunité de supprimer totalement les piquets de masse en donnant l'ordre de « respecter la loi » et de limiter à 6 le nombre des participants à un piquet. C'est aussi ce moment que choisit la direction NUM du Yorkshire pour dissoudre le comité syndical de coordination des piquets créé pour contrôler et orienter les piquets secondaires au début de la grève. Il faut bien comprendre la portée de cette décision. Ce n'est pas tant dans le fait que l'appareil syndical se retire de l'organisation des piquets, donc de l'action ; depuis des mois cet appareil joue dans cette organisation un rôle de plus en plus réduit, notamment en raison du repli des mineurs sur leurs puits d'origine et du développement des cuisines et comités de

soutien ; l'appareil syndical a été souvent un frein à la fois par son existence, son poids idéologique et son intervention directe ou indirecte contre tout ce qui sortait des chemins syndicaux et tendait à détruire son pouvoir. On pourrait penser qu'alors le retrait de l'appareil laisse le champ libre à des développements autonomes. C'est le contraire : c'est parce que les appareils jugent que, maintenant, ce développement autonome a peu de chances de se produire que le comité peut être dissous. Ce n'est pas un retrait du syndicat, c'est seulement une transformation du contrôle syndical sur la grève. Avant ces décisions, le syndicat devait accepter les piquets de masse et plus ou moins les couvrir, n'intervenant pour les réprimer ou les désamorcer que lorsque leur organisation s'éloignait trop de sa propre organisation ou prenait ouvertement des formes violentes. Les directions régionales du NUM peuvent, maintenant que la police et toutes les autres formes de répression ont accompli leur œuvre, délaisser les formes indirectes d'opposition au mouvement de masse pour adopter des formes directes en se couvrant du manteau de la légalité. Pas un moment, ils ne balancent dans le choix entre l'illégalité (c'est-à-dire le soutien du mouvement avec comme conséquence la perte comme le NUM national du contrôle sur leurs biens) et la légalité (c'est-à-dire la survie de l'appareil syndical). D'une certaine façon, l'autonomie de la lutte pouvait mieux s'exprimer lorsque le NUM était contraint de suivre les mineurs parce qu'il ne pouvait la réprimer avec son appareil. Lorsque le syndicat fait savoir qu'il ne tolèrera rien hors de lui, en imposant le respect de la légalité, les mineurs ne parviennent pas à forger une autre orientation, c'est-à-dire à prendre dans leurs mains la totalité de l'organisation de leur lutte.

C'est que le syndicat dispose précisément de moyens de pression qui cette fois sont considérablement renforcés par les décisions judiciaires, et qu'il peut les utiliser car, à ce stade de la grève, les mineurs à la fois sur le plan matériel et dans leur moral voient leurs difficultés grandir. Ces moyens de pression sont bien concrets : moins d'argent pour les mineurs qui participent aux piquets (cela pouvait représenter jusqu'à 10 livres — 130 F — par semaine), pas de soutien en cas d'arrestation (et dorénavant la collusion justice et direction du syndicat rend tout piquet au delà de 6 totalement illégal dont tout mineur justiciable d'une arrestation et d'une condamnation), des sanctions possibles de la part du syndicat lui-même par l'exclusion du NUM c'est-à-dire le licen-

ciement immédiat du NCB (et aucune chance de pouvoir aller contre car la décision du syndicat aurait été prise en considération d'une décision de justice et pour garantir la bonne application de la loi).

Tout cela peut être efficace parce que, si l'organisation de survie mise en place depuis des mois s'est développée nationalement et internationalement en dehors du secteur minier, pourtant à l'intérieur du secteur minier, tout est resté très localisé et cloisonné. Il n'y a guère eu de coordination de base puisqu'on utilisait celle du NUM. Privés soudainement des liaisons — pourtant réduites — que le syndicat avait continué d'assumer pour garder un certain contrôle sur la lutte, les mineurs n'essaieront pas de construire autre chose, pas même des coordinations régionales. Bien que cela n'explique pas tout, l'on doit souligner la difficulté d'établir des liaisons au pied levé (plus de la moitié des mineurs du Yorkshire par exemple n'ont pas de voiture). Une femme de Blidworth dans le Nottinghamshire dira comment elle a vécu cette fin de la grève dans le centre de grève dont elle a été une des initiatrices et où elle retourne courant janvier après s'être absentée pour l'accouchement de sa fille : « Après deux semaines, je commençai à retourner travailler au centre. C'était déprimant bien que nous ne voyions pas où cela nous mènerait... A la fin de janvier, mon attitude commença à changer quant au soutien. Nous ressentions *tous comme si nous avions été abandonnés à nous-mêmes pour nous battre tout seuls* (souligné par nous). La nourriture et l'argent venaient toujours mais c'était autre chose dont nous avions besoin, d'un soutien actif et cela ne venait de nulle part. Je commençais à être en colère contre tous ceux qui travaillaient... C'était clair que cette grève était très politique et que le gouvernement n'était pas très décidé... Si tous ceux qui nous écrivaient voulaient réellement nous voir gagner, ils devaient suivre la voie que nous avions suivie, prendre les mêmes risques... »

Les réactions ne dépasseront pas le stade local ; si les appareils font ce qu'il faut pour les maintenir à ce niveau, l'entreprise de démoralisation de la grève fait rapidement son chemin. Les piquets de masse ne sont pas plutôt levés que les camions commencent à charger le charbon bloqué jusqu'alors sur le carreau des mines. Le 28 février, Jim Slater, secrétaire du

syndicat des marins déclare aux équipages de deux bateaux charbonniers qu'il retire les instructions du NUS sur le boycott des importations de charbon ; le refus des marins de le suivre nécessite son intervention directe pour leur faire observer l'ordre du syndicat.

Les dirigeants précipitent entrevues et discussions dans la seconde semaine de janvier. Au cours d'une des commissions paritaires qui n'ont pas cessé de fonctionner durant la grève, le 16 janvier, Peter Heathfield et Ned Smith essayèrent de faire avancer les négociations à leur niveau. Cela permet à Willis et à ses 6 « sages » de rentrer dans le circuit et de voir Mac Gregor début février ; une nouvelle rencontre secrète a lieu le 13 février d'où il sort un document contenant les dernières propositions du NCB. A ce moment, les conditions mises par Brittan pour franchir une nouvelle étape se trouvaient réunies : une entrevue entre les « sages » et le gouvernement dont Thatcher a lieu le 18 février. A l'issue de la réunion, Willis confie : « Nous avons eu des discussions très sérieuses et importantes ». On n'en saura pas plus. Personne ne pouvait sérieusement croire que les propositions apportées par le TUC suite à toutes ces tractations auraient l'accord du NUM parce qu'elles n'apportaient rien de nouveau par rapport à ce qui avait été refusé auparavant et qu'elles constituaient une sorte de capitulation. Le TUC pouvait les soutenir parce qu'il était loin de toute base et se comportait en « responsable politique ». Le NUM bien que mis à l'écart mais devant garder le contact avec plus de la moitié des mineurs encore en grève ne pouvait se déconsidérer : l'exécutif du NUM rejeta unanimement l'accord proposé. On peut penser que le TUC espérait que cette situation se présenterait bien ainsi et que le scénario en avait été mis au point lors de l'entrevue avec le gouvernement.

Une seule voie reste alors ouverte pour les bureaucrates syndicaux : amener la reprise du travail sans accord avec le NCB, le terrain était déjà préparé. Début février 85, des bureaucrates syndicaux NUM du Pays de Galles (Sud) dont Kim Howells commencent une campagne pour un retour au travail sans accord. Cela paraît aussi dans le journal du Parti Communiste anglais, le *Morning Star*. Sans soutenir ouvertement cette « solution », Scargill lui-même déclare alors que ce sera « meilleur que

ce que le NCB essaie de nous imposer ». Lorsque le TUC par la voix de Willis pense qu'un retour au travail sans accord serait mauvais pour les mineurs, l'industrie et la direction du NCB, et qu'il devrait y avoir des accords pour « remettre l'industrie sur ses pieds », il n'exprime pas un point de vue opposé à celui de Scargill et du NUM mais un point de vue complémentaire : lui, Willis pense à la fonction du syndicat au niveau de l'Etat et de la direction du NCB ; les bureaucrates du NUM pensent au contrôle sur la base pour pouvoir assumer cette fonction au plus haut niveau. Ceux qui ont continué à travailler, ceux qui reprennent le travail ou bien ceux qui restent en grève échappent pour le moment à ce contrôle. De plus en plus se précisent les termes de la formation d'un NUM bis et le NUM aussi, qu'il maintienne son ancienne politique ou qu'il en adopte une nouvelle, doit toujours agir contre la base bien que de façon différente.

Le 26 février, le puits de Mardy dans le Pays de Galles suit le président de la section NUM, membre du P.C., lorsqu'il déclare : « Le meilleur moyen d'empêcher que le NUM ne soit écrasé est un retour au travail en bon ordre. » Il parle même d'une telle reprise à la télé. Il est clair que pour le NUM, le sauvetage de l'appareil passe avant la défense des mineurs licenciés ou la continuation de la grève. Toutes les voix syndicales concordent. Emlyn Williams, le leader du Pays de Galles du sud, déclare le 1/3/1985 : « Un retour organisé au travail est meilleur qu'un émiettement de la grève parce que la direction syndicale aura été détruite par les mineurs retournant au travail ». Des Dutfield, vice-président de la même région, surenchérit lorsqu'il s'adresse aux délégués des puits : « Vous voulez être des dirigeants et puis vous laissez la grève s'effondrer autour de vous. Cela n'a rien à voir avec un rôle de dirigeant. » Ce projet ne fut d'abord qu'une sorte de ballon d'essai repoussé lors d'une première conférence des délégués (National Executive Committee) pour finalement être adopté de justesse le 3 mars 1985 par 98 voix contre 91 (pour se soustraire aux pressions des mineurs, la conférence se tenait non au siège du NUM à Sheffield mais à Londres, là où un contrôle du TUC était aussi plus facile). Cette « reprise sans accord » ne reflétait pas l'opinion de la base qui, nulle part, n'avait été consultée, mais l'orchestration de la position conforme aux intérêts du NUM et la manipulation des secteurs, notamment le Pays de Galles où la fidélité aux traditions syndicales était la plus forte.

Noreen, une femme de mineur de Blidworth, raconte ce qui se passe alors au centre de grève : « Les choses étaient devenues très tendues. Notre nombre avait fondu et nous étions au bout de notre latin. Soudainement, il y avait une autre année devant nous avec aucun espoir d'une victoire prochaine... Il suffisait de peu de choses pour faire surgir des disputes et nous avions décidé de fermer le centre après le repas en donnant à chacun de quoi avoir le thé à la maison... On discutait beaucoup de la reprise du travail... Il y avait beaucoup de rumeurs sur une reprise dans le Pays de Galles et nous savions que la grève s'effritait dans le Yorkshire... » A aucun moment, comme partout, il n'y aura d'explications de la part de l'appareil NUM, encore moins de consultation. Noreen, comme les autres, apprendra la fin de la grève par un flash d'informations à la télé : « C'était vrai et nous devions le croire. Nous avons pleuré, pleuré, tous ; nous nous sentions malades et nous avions envie de dégueuler. Il ne paraissait pas possible que nous ayions fait tant et tant pour finir comme ça. »

• La reprise du travail

Le 25 février, au moment où se déroulent toutes ces grandes manœuvres, plus des 2/3 des mineurs qui sont entrés en grève un an auparavant sont encore en lutte. A ce moment aussi, 718 d'entre eux ont été licenciés par le NCB pour le simple fait qu'ils ont été arrêtés (et souvent même pas encore condamnés) pour des infractions aussi variées que fantaisistes. La reprise sans accord signifiait que le NUM les abandonnait à leur sort. Mais ce n'était pas seulement cela qui était en cause. La détermination des mineurs — et elle était encore grande — se heurtait maintenant directement à un appareil qui voulait à tout prix terminer la grève. A Blidworth, certains parlent de continuer ; Noreen résume la situation : « On doit rentrer, on nous a dit de rentrer, nous sommes restés avec le syndicat pendant douze mois et nous devons nous y tenir maintenant. *De toute façon, nous n'avons pas d'autre choix ; si nous ne rentrons pas, nous serons tous licenciés* » (souligné par nous).

C'était cela la reprise du contrôle du NUM sur les mineurs. Selon les secteurs, les dirigeants utilisaient pour parvenir à leurs

fins ce qui leur paraissait adéquat dans la situation particulière de leur secteur. Dans le Pays de Galles (sud), où la grève avait pris sa forme la plus déterminée mais aussi la plus traditionnelle, il y avait eu peu d'incidents, peu de victimes : on fit une vitrine internationale du puits réputé le plus combatif, Mardy, avec une orchestration de membres influents du P.C. local. Dans le Yorkshire, la marge de manœuvre des dirigeants était plus limitée. Certains puits avaient passé outre à la limitation des piquets et continuaient les piquets de masse. Il fallut tout l'art des dirigeants pour isoler les puits les uns des autres et c'est seulement dans les zones de forte concentration minière que leur tactique ne réussit pas. Par contre, dans des régions limitées comme le Kent ou dans certaines zones d'Ecosse, les mineurs et une partie de l'appareil local refusaient de se plier à l'ordre de reprise.

La grève finit officiellement le mardi 5 mars « dans l'ordre et la dignité » mais pourtant dans la confusion. Près de 100 000 reprendront le chemin des puits et de l'exploitation derrière les bannières et les orchestres syndicaux, menés par « leurs » leaders. Mais 27 000 mineurs resteront dehors soit parce qu'ils refusent la reprise, soit parce qu'ils refusent de traverser les piquets venus de puits qui restent en grève (45 % en Ecosse et 90 % dans le Kent). Ce dernier sursaut ne sera qu'un baroud d'honneur. Le 11 mars, la reprise sera totale dans tous les puits de mine de Grande Bretagne.

- **« Encore une victoire comme celle-là et nous sommes foutus »** (Mac Gregor, président du NCB, cité par John Lloyd, *Financial Times* - 29/6/85)

Les mineurs qui reprenaient le chemin des puits savaient qu'ils allaient y trouver des cadres triomphants et vindicatifs, des conditions d'exploitation aggravées, un nouveau rapport de forces, en d'autres termes, qu'on allait leur faire payer leur grève. Ils avaient perdu une bataille et ils savaient qu'il leur faudrait lutter, plus dur, chaque jour, encore et encore. Ils savaient qu'ils n'avaient rien gagné, mais ayant vécu ce qu'ils avaient vécu, ils n'avaient pas le sentiment d'avoir subi une défaite. C'était, sans doute, en pensant aux conséquences économiques de ce gâchis, en bon capitaliste, que Mac Gregor jugeait amèrement sa victoire.

Le capital pouvait étaler un bilan froid de ses opérations militaires : 5 morts, des centaines de blessés, 200 000 interpellations ; 10 000 arrestations, 140 emprisonnés dont certains à de lourdes peines (2 jeunes à la prison à vie), plus de 766 licenciés. Il n'y avait pas de bilan précis du seul côté qui compte pour le capital — économique — (entre 3 et 4 milliards de livres - 30 à 50 milliards de francs), rien non plus sur les autres effets à plus long terme de cette lutte d'une année que l'on peut seulement évaluer à la démesure de la répression.

Formellement, la grève des mineurs était une grève syndicale : sa défaite paraissait être celle du syndicat NUM et par contre coup celle de tout le mouvement TUC. Condamné, ses biens mis sous séquestre, ses fonds confisqués pour assurer le paiement de lourdes amendes, géré en fait par le pouvoir politique, en proie à des divisions internes dont les plus visibles n'étaient pas peut-être les plus profondes, le NUM pouvait paraître sortir de la grève « laminé et réduit en poussière ». De fait, il ne manquait pas de critiques pour tenter de tirer les « leçons » de ce que le NUM aurait dû faire pour « mener les mineurs à la victoire ». Comme si le NUM aurait pu faire autre chose. Toutes les critiques oubliaient un fait simple, que le syndicat, quelles que soient les conceptions que l'on puisse avoir de son rôle, ne peut jouer ce rôle parce qu'il est coincé entre deux classes antagoniques.

Le Monde du 5/3/85 écrit que « la reprise du travail scelle la victoire de Thatcher sur le mouvement syndical ». Peut-on considérer comme une victoire le fait que le NUM, comme les autres syndicats, se voit contraint d'adapter ses structures et ses méthodes aux nécessités d'une économie moderne. David Basnett, secrétaire général du GMBU, voyait les choses plus clairement lorsqu'il déclarait, le 9/4/85 : « La grève fut une humiliation pour le conseil d'administration du NCB et pas une victoire pour le gouvernement. Ce n'était pas une victoire du mouvement syndical car *tout avait été fait par les mineurs* (souligné par nous). Si les managers sont encouragés à affronter le TUC et si les syndicats sont empêchés d'exercer une influence politique, il est inévitable que des conflits de cette nature continueront à se produire. » Basnett voit les choses plus clairement parce qu'il est vrai que l'affrontement dans la grève des mineurs n'était pas, contrairement aux apparences et au battage des

media, entre Thatcher et le NUM ou Scargill, mais entre le capital et les travailleurs ; effectivement, le capital n'avait pas intérêt à laisser se développer des affrontements de cette façon, ou à prendre des mesures qui accentueraient encore les difficultés du syndicat à assumer la fonction médiatrice pour laquelle ils existe ; c'est juste, mais ce qu'il ne voit pas, c'est que ces affrontements néfastes pour le capital sont le produit de la lutte de classe et l'expression des contradictions fondamentales du système. Basnett voit plus clairement aussi parce qu'il dit implicitement que le retour au travail n'est pas une catastrophe pour le prolétariat.

C'est bien le sentiment qui prévaut à la fin de la grève. Contrairement à l'hystérie nationaliste qui a déferlé dans les media après la « victoire » des Malouines, la reprise du travail est apparue comme un soulagement face à une grève dont la note avait été bien élevée et les effets se poursuivraient longtemps. Les opinions autorisées du patronat n'ont pas manqué de faire ressortir que cette « victoire » n'aurait guère d'incidence sur les luttes des autres secteurs. Au contraire, on peut considérer que les transformations qui vont s'accélérer dans les mines placeront les mineurs dans les conditions qui sont celles des travailleurs de nombreux secteurs ayant déjà subi la restructuration. Cela veut dire que, dans les luttes futures, des caractéristiques indentiques vont apparaître, recréant une unité qui n'existait pas dans la période présente en raison des disparités de développement. Ainsi en est-il de l'affrontement capital - travail. Chaque étape réalise les transformations qui recomposent les éléments disloqués de la période précédente. Mais si on peut affirmer que cela se passera, personne ne peut dire ni la forme, ni le lieu, ni le moment où ces convergences apparaîtront : elles continueront seulement le mouvement autonome de la lutte de classe.